

EVALUATION CONJOINTE FAO-FRANCE

de la contribution française en

"Appui à la mise en oeuvre du Programme de lutte contre la grippe aviaire" par l'intermédiaire du "Fonds spécial pour les activités d'urgence et de réhabilitation" (SFERA) dans les pays touchés par l'épizootie

(OSRO/GLO/504/MUL - Baby 04)

Rapport Final

Yves Leforban (Conseil Général de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Espaces Ruraux -
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche - Paris)

Daniel Shallon (Service de l'évaluation - FAO - Rome)

Table des matières

RESUME EXECUTIF.....	1
I. ANTECEDENTS ET CONTEXTE DU PROJET	4
A. Accord entre la France et la FAO	4
B. Base de l'évaluation	4
II. CONCEPTION ET OBJECTIFS.....	4
C. Fonds spécial pour les actions d'urgence et de réhabilitation (SFERA)	5
D. Le document de projet	6
III. MISE EN ŒUVRE.....	7
IV. EFFICACITE ET GESTION	8
V. RESULTATS	9
A. Egypte	9
Contexte égyptien.....	9
Contribution de SFERA à la lutte contre l'IA en Egypte.....	10
Pertinence et efficacité de l'action menée grâce au fonds SFERA	12
Résultats obtenus.....	12
Appropriation et durabilités des résultats	13
Conclusions	13
Recommandations	13
B. COTE D'IVOIRE	13
Contexte ivoirien.....	13
Contribution de SFERA à la lutte contre l'IAHP en Côte d'Ivoire	14
Les points positifs.....	16
Pertinence et efficacité de l'action menée grâce au fonds SFERA	16
Conclusions	16
Les contraintes actuelles de la campagne de vaccination contre l'IA en Côte d'Ivoire.....	16
Recommandations et suite à donner	17
C. MALI.....	18
Contexte malien.....	18
Mesures officielles prévues dans le cadre de la lutte contre l'Influenza aviaire	18
Contribution de SFERA à la lutte contre l'IA au Mali.....	19
Pertinence et efficacité de l'action menée grâce au fonds SFERA	21
Conclusion.....	21
Recommandations	21
D. Situation et utilisation des fonds SFERA dans les autres pays africains (non visités).....	22
Evolution de la situation en Afrique.....	22
Utilisation du Fonds SFERA	23
E. COORDINATION REGIONALE: Impact du programme SFERA sur la coordination régionale de la lutte contre l'IA en Afrique	23

Perspectives	23
Observations de la mission au Centre régional de Bamako.....	24
Les difficultés rencontrées au niveau coordination et recommandations pour le futur	25
F. Contribution du fonds SFERA aux aspects surveillance et réaction rapide (GLEWS)	25
G. Contribution du fonds SFERA aux aspects diagnostic de laboratoire et réseau OFFLU	25
H. Activités du CIRAD.....	26
Volet 1: Formation	27
Volet 2: Bases de données et analyse de risques	27
Bilan des volets 1 et 2.....	28
Volet 3: Surveillance des oiseaux sauvages	28
Conclusion et recommandations sur l'enquête avifaune.....	30
 VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	 30
A. Bilan global.....	30
B. Bilan du projet par rapport aux objectifs fixés à l'origine.....	31
C. Recommandations	32
 VII. LEÇONS A TIRER.....	 33
A. Ce qu'a apporté le projet:	33
B. Les inconnues	33
C. La vaccination.....	33
D. Le rôle de la faune	34

RESUME EXECUTIF

Le projet résulte d'un accord signé le 12 janvier 2006 pour une contribution française de EUR 4,9 millions entre la France et la FAO: *Appui à la mise en oeuvre du "Programme de lutte contre la grippe aviaire" par l'intermédiaire du "Fonds spécial pour les activités d'urgence et de réhabilitation" (SFERA) dans les pays touchés par l'épizootie*. L'accord courait sur une période de 6 mois partant du 1 janvier 2006 avec échéance au 30 juin 2006, par la suite étendue pour une durée supplémentaire de 6 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2006.

L'évaluation de la mise en oeuvre du projet, prévue dans l'accord, s'est déroulée entre le 2 et 24 novembre 2006 comprenant des visites en Egypte, Côte d'Ivoire et Mali, ainsi que des entretiens au CIRAD à Montpellier et au siège de la FAO à Rome.

La mission d'évaluation juge les résultats de l'activité financée sur fonds SFERA-France **globalement positif**.

En particulier:

- La réorientation du programme SFERA (et du projet français) vers une allocation de la plus grande partie des fonds aux pays africains était appropriée et bien adaptée à la situation internationale de la maladie début 2006. La priorité était alors d'éviter l'extension de la maladie en Afrique par un soutien aux mesures de lutte dans les pays touchés ou menacés et le fonds SFERA y a certainement contribué.
- Les actions entreprises ont paru pertinentes et rapides, avec la FAO souvent citée comme ayant été "la seule à intervenir au début".
- Les interlocuteurs rencontrés lors de la mission (services vétérinaires et responsables des ministères) ont exprimé leur satisfaction et leur reconnaissance pour cette action sur fonds français mise en oeuvre par la FAO.
- Parmi les actions menées, l'envoi d'un fonds d'urgence (USD 45 000) et d'équipements (matériel de prélèvement, réactifs, équipements de protection, désinfectants) à tous les pays de la région a été particulièrement bien reçue. Elle a donné une "bouffée d'oxygène" dans le contexte de panique générale du début de la crise et semble avoir eu un effet catalytique important dans plusieurs cas.
- L'expertise FAO s'est avérée être de haut niveau, bénéficiant en particulier de l'expérience acquise auparavant en Asie.
- La FAO, compte tenu de son expérience et de la rapidité de son intervention, a pu jouer un rôle important de coordination de l'assistance dans plusieurs pays.
- L'action du CIRAD a permis de mieux connaître l'épidémiologie du virus de l'IA en Afrique en particulier dans l'important domaine de la faune sauvage.
- La prise en compte par la FAO des aspects socio-économiques a été jugée une initiative positive.

Quelques aspects de l'intervention auraient pu être plus performants:

- L'intervention en Egypte n'a pas été à la hauteur de la situation dans ce pays, sans doute à haut risque de diffusion de l'IA dans la région et même en Europe.
- Il y a eu des difficultés de communication et de coordination entre les actions de terrain gérées du siège à Rome et les représentations de la FAO dans les pays,
- Peu de certitudes acquises sur l'épidémiologie de la maladie en Afrique – encore beaucoup de questions et beaucoup à faire. La FAO aurait pu mettre davantage l'accent sur cet

aspect de la connaissance épidémiologique qui est la clef pour décider des méthodes de lutte et de prévention contre maladie.

- Le CIRAD a rencontré quelques difficultés méthodologiques et logistiques pour mener à bien la première campagne de l'étude sur la faune sauvage. La deuxième campagne de prélèvements (en cours) devra prendre en compte et tirer les leçons de ces difficultés.

Recommandations de l'évaluation

1. La mission recommande la poursuite de l'action de la FAO telle qu'elle a été initiée à travers le programme SFERA. Selon l'évolution de la maladie en Afrique dans les mois qui viennent, le fonds SFERA devra soit continuer à être utilisé en priorité au niveau des pays pour lutter contre la réapparition ou l'introduction du virus dans de nouveaux pays, soit pour des activités à moyen terme comme les enquêtes épidémiologiques pour mieux connaître la situation réelle de la maladie et prédire son évolution. C'est surtout au niveau du terrain que la FAO doit mettre l'accent.
2. Il existe une complémentarité entre l'action du CIRAD et celle de la FAO en Afrique:
 - le CIRAD a bénéficié directement et indirectement des implantations de la FAO présentes dans les pays pour ses actions sur le terrain (formation, prélèvements sur l'avifaune etc.). Une intervention directe en bilatéral dans les pays aurait sans doute été plus compliquée et donc moins efficace;
 - la surveillance épidémiologique sur le terrain doit être intégrée dans une approche globale impliquant la FAO, le CIRAD et ses autres partenaires scientifiques (RVC, Wetlands Intl., etc.), la FAO devant demeurer le point focal de ces études;
 - au niveau analyses de laboratoire le CIRAD s'est doté d'équipements automatisés qui peuvent être utilisés pour les analyses en provenance d'Afrique mais aussi pour les besoins nationaux français (voire européens) si la situation le nécessitait.Pour tous ces motifs, la mission recommande la poursuite de l'action du CIRAD en concertation étroite avec la FAO.
3. Les études commandées et financées par la FAO pour connaître les structures de l'aviculture et les caractéristiques socio-économiques du secteur avicole dans différents pays africains devraient être plus systématiquement exploitées en vue de générer des données sur les mouvements commerciaux et autres (légaux et illégaux) très importantes pour l'analyse de risque.
4. L'activité recherche, en particulier l'analyse des risques, doit être étroitement associée à la surveillance active dans les pays. La collecte de données de terrain est capitale et est la base de cette recherche.
5. L'aspect de coordination régionale est essentiel et la mission encourage l'établissement en Afrique et dans d'autres régions de Centres Régionaux de Santé Animale entre la FAO, l'OIE et d'autres partenaires régionaux sur le modèle de celui de Bamako qui semble bien fonctionner.
6. Le renforcement de la coordination internationale (ECTAD et CGC) pour l'analyse des données ne doit pas se faire au dépend des actions de terrain et de la collecte des données ni de la coordination régionale déjà engagée. Cependant l'expertise de haut niveau acquise par les experts FAO notée par la mission doit être maintenue pour pouvoir répondre rapidement aux sollicitations des pays touchés ou menacés.

7. La mission considère que l'action de la France en Afrique par l'intermédiaire du fonds SFERA FAO a été positive et mérite donc d'être poursuivie. La mission a pris connaissance d'une proposition de la FAO pour un autre projet de deux ans (2006-2008), couvrant Afrique et Madagascar. Cette proposition est calquée sur le SFERA actuel tel qu'il a été mis en œuvre par la FAO.

Si la France décidait de poursuivre son activité de lutte contre l'IA en Afrique, la mission recommande que cette proposition puisse servir de base pour une action conjointe avec la FAO ou tout au moins étroitement coordonnée avec la FAO et les autres organisations internationales. Si des actions internationales bilatérales devaient être entreprises par la France il faut qu'elles s'intègrent dans le programme de lutte global coordonné par la FAO, l'OIE et l'IBAR.

La mission recommande d'autre part, que compte tenu des résultats obtenus à travers cette première action multilatérale avec la FAO celle-ci puissent être poursuivie soit à travers le Fonds SFERA soit à travers le financement d'un projet plus individualisé.

I. ANTECEDENTS ET CONTEXTE DU PROJET

A. Accord entre la France et la FAO

Le projet résulte d'un accord entre le Gouvernement de la République Française et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO): *Appui à la mise en oeuvre du "Programme de lutte contre la grippe aviaire" par l'intermédiaire du "Fonds spécial pour les activités d'urgence et de réhabilitation" (SFERA) dans les pays touchés par l'épizootie*. L'accord pour une contribution française de EUR 4,9 millions au SFERA (voir point II.C ci-dessous) est signé le 12 janvier 2006 par l'Ambassadeur Charles Millon représentant la France et Anne Bauer représentant la FAO.

L'accord courait sur une période de 6 mois partant du 1 janvier 2006 avec échéance au 30 juin 2006. Est joint à cet accord un Document de Projet (Annexe A) qui en décrit les objectifs et les activités envisagées. Le 1 août 2006 la FAO a informé le Gouvernement français par lettre que près de 80% des fonds reçus avaient été dépensés ou engagés et que le Service des opérations d'urgence (TCEO) adresserait dans un bref délai un rapport intermédiaire technique et financier. Compte tenu de certaines activités engagées comme la surveillance de la faune sauvage, la période d'exécution du projet a été étendue pour une durée supplémentaire de 6 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2006. Cette extension demandée par la FAO a été acceptée par la France dans une lettre du 7 septembre. Le rapport couvrant l'ensemble du fonds SFERA (huit pays donateurs) est livré en octobre en anglais et en novembre en français.

Un montant total de EUR 4 896 666 a été reçu du Gouvernement français par la FAO en trois versements successifs en dates du 1 mars 2006 (EUR 3 333 333), du 24 avril 2006 (EUR 1 230 000) et du 17 mai 2006 (EUR 333 333).

B. Base de l'évaluation

Cette évaluation est prévue dans l'Annexe A de l'Accord: *«La FAO et la France procéderont à une évaluation conjointe de la mise en œuvre du présent projet selon des modalités définies en accord entre ces deux parties.»*

Les termes de référence de la mission (Annexe 1 de ce rapport) ont été préparés par la FAO en concertation avec la représentation permanente de la France auprès de la FAO. L'évaluation s'est déroulée entre le 2 et 24 novembre 2006 comprenant des visites en Egypte, Côte d'Ivoire et Mali, ainsi que des entretiens au CIRAD à Montpellier et au siège de la FAO à Rome.

II. CONCEPTION ET OBJECTIFS

Le document de projet et les activités projetées étaient basées sur les informations épidémiologiques disponibles au moment de la signature en janvier 2006.

La France ayant accepté de contribuer au programme FAO de lutte contre l'Influenza Aviaire (IA) à travers le mécanisme SFERA (voir ci-dessous), acceptait *de facto* une certaine

flexibilité sur la destination finale des fonds, selon l'évolution de la situation de l'influenza aviaire. Etant donné l'apparition de la maladie sur le continent africain dès le mois de février 2006, les objectifs indiqués dans le document de projet ont subi plusieurs modifications en cours d'exécution.

Cette mission conjointe d'évaluation estime que ces modifications étaient justifiées et nécessaires compte tenu de l'évolution rapide de la situation épidémiologique de la maladie. C'est donc plutôt sur la base de l'utilisation effective des fonds qu'a été évalué ce projet, que par rapport au document de projet initial bien qu'il y soit fait référence au point D.

A. Fonds spécial pour les actions d'urgence et de réhabilitation (SFERA)

Au 30 septembre 2006, l'enveloppe de financement totale pour les activités de lutte contre l'influenza aviaire de la FAO était de USD 133,9 millions. Les donateurs aux activités d'urgence entreprises par la FAO affectent le plus souvent leurs contributions à des pays ou régions spécifiques en fonction de leurs priorités et de la nature de l'urgence à traiter. Ceci est le cas pour USD 109 millions des contributions pour l'Influenza aviaire (IA), mais USD 24,9 millions - dont la contribution française de USD 5,93 millions - sont passés par le mécanisme du fonds SFERA (Special Fund for Emergency and Rehabilitation Activities).

L'idée d'un fonds spécial qui permettrait à la FAO d'intervenir plus rapidement en cas d'urgence est née d'un examen des programmes d'urgence de l'Organisation en 2002, et le SFERA a été officiellement constitué en avril 2004. Ce fonds comprend trois éléments distincts, le premier étant un fonds renouvelable destiné à financer les activités de la FAO en matière d'évaluation des besoins et de coordination de l'assistance technique, et pour l'établissement d'une unité de coordination rapide des mesures d'urgence. Le deuxième est un fonds relais qui est mobilisé pour démarrer les activités des projets immédiatement après la signature des accords avec les donateurs, les fonds étant ensuite remboursés au SFERA à la réception des contributions. Le troisième - auquel a contribué la France - soutient des opérations d'urgence liées à des crises spécifiques, telles que le tsunami dans l'océan Indien et l'épizootie d'influenza aviaire.

Le directeur de la Division des opérations d'urgence et de la réhabilitation (TCE) peut engager les fonds du SFERA dès qu'un accord a été conclu avec un donateur. Le SFERA s'est avéré un mécanisme très précieux pour financer les programmes d'urgence de la FAO, et a de ce fait contribué aux activités visant à lutter contre l'IA hautement pathogène (IAHP). La FAO attache naturellement beaucoup d'importance aux priorités et aux politiques des donateurs, mais les contributions au programme du SFERA sont encouragées car les fonds non réservés permettent d'allouer rapidement les ressources en fonction des besoins et des priorités effectives qui peuvent évoluer rapidement avec le temps. Le mécanisme SFERA a d'ailleurs joué un rôle charnière en permettant une grande flexibilité de la réponse initiale de la FAO à la crise de l'influenza aviaire. La réception de fonds non préaffectés a permis à la FAO de mettre au point une réponse stratégique plus flexible et plus efficace.

Le SFERA-Grippe Aviaire (code OSRO/GLO/504/MUL) a reçu des fonds de huit pays. Le tableau ci-après indique les pays donateurs et le montant de leurs contributions

Pays	Montant (USD)
FRANCE	5 930 420
Grèce	188 442
Jordanie	50 000
Norvège	3 506 326
R.P. Chine	500 000
Arabie Saoudite	1 000 000
Suède (OSRO/GLO/601/SWE)	10 015 795
Suisse	3 696 573
TOTAL	24 887 556

B. Le document de projet

La contribution française a fait l'objet d'un accord et d'un document de projet relativement détaillé, qui préconisait comme objectif principal de **renforcer la capacité des pays à détecter rapidement l'Influenza Aviaire et contrôler sa diffusion en vue de son éradication**. Cet objectif général a été conservé malgré les modifications survenues durant l'exécution.

Le document identifiait trois composantes principales pour atteindre l'objectif:

1. Compréhension du rôle de l'avifaune dans la dissémination de l'Influenza Aviaire.
2. Coordination globale et régionale du contrôle et de la surveillance de l'IAHP à travers le renforcement du Centre d'urgence pour la lutte contre les maladies animales transfrontières (ECTAD).
3. Mise en place du "Système mondial d'alerte précoce et de réponse rapide pour les principales maladies animales transfrontières" (GLEWS).

La distribution du budget était initialement prévue comme suit (en Euro):

Composante	1. Rôle de l'avifaune	2. ECTAD			3. GLEWS	Total
		<i>Siège</i>	<i>Unités Régionales</i>	Total		
Personnel long et court terme	100 000	206 000	550 000	756 000	70 000	926 000
Contrats	1 300 000	80 000	230 000	310 000	250 000	1 860 000
Formation	50 000	100 000	250 000	350 000	30 000	430 000
Appui technique	103 000		98 000	98 000	26 000	227 000
Frais, équipement, voyages	447 000	114 000	772 000	886 000	124 000	1 457 000
Total	2 000 000	<i>500 000</i>	<i>1 900 000</i>	2 400 000	500 000	4 900 000

La plus grande partie du financement était prévue pour étudier le rôle de l'avifaune (composante 1: EUR 2 millions) et pour la coordination globale et régionale à travers l'ECTAD, (composante 2: EUR 2,4 millions). Ces composantes et la distribution des fonds prévue correspondaient à la situation au moment de la formulation du document (janvier 2006).

Cependant, lors de la mise en oeuvre du projet à partir de février 2006, ces éléments ont été révisés et une somme de USD 3,92 millions (environ EUR 3,15 m) a été allouée à l'appui direct aux pays des régions nouvellement infectées ou menacées, ce qui n'était pas prévu dans le document de projet.

La somme allouée à l'investigation de l'avifaune a été réduite à EUR 525 000, et celle pour le GLEWS à environ EUR 60 000.

III. MISE EN ŒUVRE

Au moment de la mise en oeuvre des activités SFERA-Grippe Aviaire financées par les fonds français, les premiers foyers d'IAHP en Afrique apparaissaient au Nigeria, suivis rapidement par ceux d'Égypte. La stratégie au niveau du fonds SFERA même a été adaptée à cette nouvelle réalité et la destination du financement français également. Les ressources du SFERA ont été mobilisées pour financer diverses activités opérationnelles et techniques dans les pays touchés ou menacés telles que:

- achat de fournitures de laboratoire, d'équipement vétérinaire et d'autres équipements de base essentiels pour la lutte contre l'IA;
- fourniture d'une somme limitée (USD 45 000) directement aux bureaux FAO dans les pays pour servir au lancement rapide des activités de préparation ou de lutte en cas de maladie;
- recrutement d'experts techniques pour des missions dans les pays;
- organisation de réunions et de conférences;
- appui à la création du Centre de Gestion des Crises (CGC).

Depuis le début de l'année 2006, des experts FAO et des consultants ont effectué plus de 160 missions sur le terrain pour évaluer les besoins des pays, faire le point de la situation de l'IA et fournir de l'assistance technique. Ces missions ont généralement été effectuées conjointement avec des institutions partenaires telles que l'OIE, l'OMS et la Banque mondiale.

Un budget prévisionnel a été établi prévoyant les sommes allouées aux différentes composantes du Programme Global de lutte contre la Grippe Aviaire de la FAO. La situation budgétaire est indiquée dans le tableau ci dessous. La répartition de la contribution française par pays est aussi rapportée dans le tableau suivant. La différence entre la somme du budget révisé, USD 5 930 420, et celle du document de projet, 5 880 000, est due à la variabilité des taux de changes dollar-euro.

Utilisation au 30 sept. 2006 de la contribution française au fonds SFERA-Grippe Aviaire (en USD)

Composante	Financement français planifié, engagé et dépensé au 30.09.2006	Pourcentage
Assistance directe à 68 pays	3 287 297	61%
Activités régionales et coordination	633 822	12%
Coordination globale (ECTAD, CGC, GLEWS)	787 236	14%
OFFLU et surveillance avifaune (CIRAD)	731 000	13%
Total	5 439 355	100%
Total contribution SFERA-France	5 930 420	
Solde à utiliser avant 31.12.2006	491 065	

(tableau synthétisé à partir du rapport SFERA d'octobre 2006)

Au total USD 3 474 742 ont été ou seront dépensés dans 68 pays (dont USD 3 287 297 déjà planifiés, engagés ou dépensés), les principaux bénéficiaires étant les pays africains et en particulier la Côte d'Ivoire avec USD 395 221. Les autres pays bénéficiaires ont reçu entre USD 186 335 (Mali) et 1002 (Hongrie). Le tableau suivant indique les pays bénéficiaires du projet et l'équivalent des montants qui leur sont ou leur seront alloués sur la totalité du financement.

Récepteur	Total
Afghanistan	4 167
Algérie	69 290
Angola	23 620
Arménie	3 666
Azerbaïdjan	2 565
Bénin	105 724
Botswana	24 165
Bulgarie	5 804
Burkina Faso	111 851
Burundi	31 107
Cameroun	103 380
République centrafricaine	28 468
Tchad	102 077
République démocratique du Congo	57 822
République du Congo	39 212
Côte d'Ivoire	395 221
Croatie	7 605
Djibouti	24 942
Egypte	85 746
Guinée équatoriale	24 825
Érythrée	37 066
Éthiopie	44 760
Gabon	38 205
Gambie	67 127
Géorgie	1 626
Ghana	69 181
Guinée	71 946
Guinée-Bissau	74 821
Hongrie	1 002
Iran	54 649
Iraq	47 526
Jordanie	45 000
Kenya	21 494

Récepteur	Total
Liban	51 127
Lesotho	37 152
Libéria	81 458
Jamahiriya arabe libyenne	34 087
Ex-République yougoslave de Macédoine	4 167
Madagascar	49 667
Malawi	26 104
Maldives	2 565
Mali	186 335
Mauritanie	74 178
Moldova	4 167
Maroc	68 429
Mozambique	72 477
Namibie	36 604
Niger	107 712
Nigeria	53 152
Roumanie	5 963
Rwanda	92 976
Sénégal	74 721
Serbie	4 166
Seychelles	23 978
Sierra Leone	94 686
Somalie	36 475
Afrique du Sud	47 169
Soudan	22 238
Swaziland	29 980
République arabe syrienne	53 604
Tanzanie	21 888
Togo	73 201
Tunisie	66 114
Turquie	13 925
Ouganda	22 096
Cisjordanie/Bande de Gaza	20 667
Zambie	32 835
Zimbabwe	23 019
Total	3 474 742

Source: FPMIS, 30 septembre 2006

IV. EFFICACITE ET GESTION

La mise en œuvre du programme IA sur fond SFERA a été confiée, dans le cadre du Centre d'Urgence pour les Maladies Transfrontières (ECTAD), placé sous la responsabilité du Chef Vétérinaire (CVO) de la FAO, au Service des opérations d'urgence (TCEO) de la Division des

opérations d'urgences et de la réhabilitation de la FAO (TCE). L'appui technique et scientifique est apporté par les experts du Service de la santé animale (AGAH).

Le budget a été géré en appliquant les règles financières générales de l'Organisation et les règles spécifiques décidées pour la gestion des fonds d'urgence.

Compte tenu de l'urgence à mettre en place rapidement des mesures de lutte et de prévention dans les pays, il a été décidé de fournir à chacun des pays africains qui le souhaitaient un fonds d'urgence local d'environ USD 45 000 disponible dans le pays et géré par le représentant de la FAO pour le pays (FAOR). Une proposition de budget prévisionnel pour l'utilisation des USD 45 000 a été adressée par le siège au FAOR, celui-ci ayant la possibilité de modifier le budget prévisionnel après consultation des services vétérinaires des pays receveurs et avec l'accord du siège.

Les autorités vétérinaires des trois pays visités nous ont indiqué que ces fonds reçus très rapidement au début de la crise ou au moment où la menace était la plus importante ont permis de mettre en place les premières mesures de prévention et d'acheter sur place les premiers équipements de base nécessaires. La mission a procédé à une vérification de l'utilisation de ce fonds dans les trois pays visités.

Cette stratégie d'un apport d'une somme minimale et de petits équipements, à de nombreux pays en Afrique pour aider à la mise en place des premières mesures de prévention ou de lutte était justifiée par la grande incertitude quant à la diffusion du virus après son introduction en Afrique. Il était de fait très difficile à l'époque de prédire quels pays allaient être infectés. On peut malgré tout se poser la question du coût-efficacité d'une telle stratégie mais il est clair, qu'en plus de l'aide matérielle apportée à travers cette somme immédiatement utilisable, ce versement a aussi contribué à favoriser la sensibilisation dans tous les pays destinataires des fonds qui sans cela n'auraient sans doute pas réagi de la même façon. De plus les équipements fournis ou achetés sur place sont disponibles en cas de futures menaces et permettront de réagir plus rapidement.

La mission est donc d'avis que cette décision de mettre à disposition d'un grand nombre de pays un petit fonds local d'urgence a été particulièrement pertinente.

V. RESULTATS

Pour aider à comprendre les effets et résultats du projet, la mission d'évaluation a visité trois pays: Egypte, Côte d'Ivoire et Mali. Les résultats de ces visites sont présentés ci-dessous, suivi d'une analyse des aspects liés à la coordination régionale, GLEWS, OFFLU et à la collaboration avec le CIRAD.

A. Egypte

Contexte égyptien

L'Egypte est un pays d'un peu plus de 70 millions d'habitants. C'est avec la Turquie un des pays les plus peuplés du Moyen Orient. Mais avec la zone habitée très restreinte le long du Nil qui le caractérise, c'est de loin le pays le plus densément peuplé de la région, au point où on

peut dire que la « campagne » égyptienne n'est qu'un seul énorme village sans interruption d'une longueur qui va d'Assouan à Alexandrie.

Cette continuité d'habitation est un élément important qui explique la difficulté de contrôler la propagation de l'IA dans le pays. En effet, l'Egypte est le pays le plus fortement frappé par l'IAHP en dehors de l'Asie, avec jusqu'à présent au moins 15 cas humains dont sept décès¹, et la destruction d'une grande part de la population de volailles domestiques.

Les volailles - en particulier les poulets - représentent en Egypte un mets particulièrement important dans la tradition culinaire locale: 45% de la consommation de viande est sous forme de volaille (comparé à environs 30% dans le monde). La production nationale couvrait jusqu'à la crise les 100% de la consommation, environs 665.000 T par an. Les 80-85% de volailles commercialisées dans le pays sont vendues vivantes, généralement pour être ensuite abattues et nettoyées chez le commerçant devant le client.

La maladie a fait sa première apparition dans le pays le 17 février 2006, pour ensuite rapidement diffuser sur le territoire. Jusqu'à présent il y a eu des foyers dans 20 des 27 Gouvernorats, conduisant à l'abattage sanitaire d'environ 40 millions de volailles. Depuis l'apparition de l'Influenza aviaire dans le pays, l'Egypte a constitué deux comités nationaux pour affronter la maladie: le Comité National Suprême pour la Lutte contre la Grippe Aviaire présidé par le Ministre de la Santé et comprenant sept autres ministres, et le Comité de Lutte contre l'Epizootie d'Influenza Aviaire sous l'égide du Ministère de l'Agriculture.

Le service vétérinaire égyptien (General Organisation of Veterinary Services - GOVS), tout en étant le plus grand du monde avec 12.000 vétérinaires dans le service public, est très mal financé et n'a pas les moyens pour faire face à la crise IA. Le pays bénéficie d'un laboratoire national spécialisé, le Central Laboratory for Veterinary Quality Control on Poultry Production (CLQP), qui est bien équipé et joue un rôle central dans l'action nationale de lutte contre la maladie. Ce laboratoire est de plus supporté techniquement par le laboratoire de référence de la marine des Etats Unis NAMRU-3, qui se trouve en Egypte.

Une campagne de vaccination a été initiée trois semaines après l'apparition du premier foyer. Elle se poursuit de manière peu coordonnée pour ne pas dire chaotique, avec différents types de vaccins importés et utilisés sans supervision de la part des services vétérinaires. La vaccination se fait quasi exclusivement dans les grands élevages commerciaux, tandis que la maladie semble au moment actuel être devenu endémique dans les élevages traditionnels qui couvrent un tiers de la production nationale.

Contribution de SFERA à la lutte contre l'IA en Egypte

Selon le rapport SFERA, un total de 172 636 USD a été alloué à l'Egypte dont 85 746 USD provenant de la contribution française.

Le budget primitif proposé par la FAO pour la contribution française était prévu avec la répartition suivante:

¹ Pendant que la mission était dans le pays, les journaux ont reporté un seizième cas humain probable - terminé en décès.

Catégories de dépenses	Somme
Ressources humaines	5 000
Formation	19 000
Fournitures vétérinaires et de laboratoire	54746
Autres	7000
Total	85 746

Après consultation avec les autorités vétérinaires égyptiennes ces lignes budgétaires ont été légèrement modifiées pour mieux correspondre aux besoins réels du pays. Une partie de ces sommes a été adressée au représentant de la FAO au Caire pour couvrir les besoins urgents définis par les autorités égyptiennes. L'autre partie a servi à acheter à partir du siège des équipements et du matériel qui ont été expédiés en Egypte.

Les fonds utilisés localement représentaient USD 45 000 + 25 000. Selon les pièces fournies par le représentant de la FAO en Egypte, cette somme a été utilisée de la manière suivante:

Activité	Montant	Modalité de la dépense
Organisation par le Laboratoire central pour l'aviculture d'ateliers de formation ²	15 706 12 199	Lettres d'accord avec le laboratoire
Achat de pipettes automatiques pour le laboratoire	4 870	Appel d'offre auprès de 3 fournisseurs locaux
Réactifs pour PCR real time ³	24 740	Un seul fournisseur: Roche
Achat de 12 pulvérisateurs	8 709	Appel d'offre auprès de 3 fournisseurs
Total	66 224	

² Le Dr. Mona Mehrez Aly, responsable du CLQP, organisatrice de ces ateliers, nous a indiqué avoir à ce jour organisé 11 ateliers de formation et que 634 personnes avaient été formées à l'IA: les vétérinaires du public et du privé, les fonctionnaires des différents ministères et aussi d'autres catégories de public comme police, religieux, etc. Cinq autres ateliers étaient programmés la semaine suivante. Le jour de notre visite un atelier était organisé pour les ONG avec environ 50 participants.

³ Le Dr. Mona Mehrez Aly a fourni à la mission une liste du matériel reçu par le laboratoire. Ce laboratoire est particulièrement bien équipé avec au moins 3 appareils pour PCR en temps réel (real time PCR). Environ 18 000 prélèvements ont été reçus au laboratoire depuis le début de l'année 2006 pour les différentes analyses.

Matériel acheté par le siège:

Matériel⁴	nombre	Prix unitaire	Total (US \$)
Kit de protection (500)	2	7 147	14 294
Kits de réactifs	1	1 834	1 834
Désinfectant	1800 litres	16	28 800
Boîtes de prélèvements	2	70	140
Sprayer	5	580	2 900
Pulvérisateur	5	530	2 650
Kits d'autopsie	10	59	590
Kits de prélèvements	50	150	7 500
Container pour vaccin	1	512	512
Kit de diagnostic	1	10 000	10 000
Total			69 220*

*dont 56 115 \$ sur fonds français

Ces équipements ont été réceptionnés par le représentant de la FAO en Egypte qui les a ensuite remis soit au laboratoire (CLQP) soit aux services vétérinaires (GOVS).

Pertinence et efficacité de l'action menée grâce au fonds SFERA

- La liste de petits équipements paraît bien adaptée à la situation égyptienne bien que la brièveté de la mission ne nous a pas permis de vérifier la destination et l'utilisation précise de chaque équipement.
- Les équipements ont pu être obtenus rapidement en quelques semaines.
- Les formations entreprises par le Laboratoire Central d'Egypte paraissent avoir été à la fois pertinentes et autant qu'on puisse en juger efficaces. La responsable du laboratoire semble avoir déployé beaucoup d'énergie pour organiser et animer ces formations.

Résultats obtenus

- Tout laisse penser que les matériels ont été correctement utilisés.
- L'aide a contribué à assurer une continuité dans le diagnostic au laboratoire et à répondre aux besoins les plus urgents du pays.
- Il est difficile d'évaluer l'impact de l'action de la FAO à court terme et dans quelle mesure elle a contribué à limiter la progression de la maladie. On peut seulement dire qu'elle a pu avoir un effet catalytique pour dynamiser la surveillance et le contrôle par les services vétérinaires.
- C'est au niveau du laboratoire et en matière de formation que l'impact des actions financées par la FAO semble le plus visible.

⁴ Ces mêmes équipements et matériels ont été fournis par le siège de la FAO à 94 pays, seules les quantités variaient selon la taille et les besoins du pays. Ils ont été payés totalement ou partiellement sur fonds français pour 64 pays.

Appropriation et durabilité des résultats

- Les services vétérinaires égyptiens disposent d'experts nationaux de bon niveau.
- L'utilisation du SFERA a servi en particulier pour la formation sur l'IA de plus de 1000 spécialistes de différentes catégories professionnelles et à préparer la population à mieux lutter contre la maladie.

Conclusions

- La FAO est pratiquement la seule organisation à avoir apporté une aide concrète à l'Égypte au tout début de la crise et nos interlocuteurs ont exprimé leur reconnaissance pour cette action.
- Les informations obtenus lors de notre visite en Égypte auprès de la FAO et des bénéficiaires portent à penser que la contribution française au fonds SFERA et l'ensemble des sommes allouées - bien que très modestes compte tenu de la taille du pays et de la gravité de la situation - ont été bien utilisées. La délégation de l'UE avait d'ailleurs une opinion très positive de l'action de la FAO dans le domaine de l'IA en Égypte.

Recommandations

- Même si compte tenu des grands besoins et de l'urgence, l'aide fournie a été très utile, l'allocation des futures aides par la FAO (TCEO) devront se faire en meilleure concertation avec les autorités égyptiennes par le canal de la représentation de la FAO au Caire.
- La Directrice du laboratoire, le Dr. Mona Mehrez Aly et le Directeur Scientifique Dr. Mohamed Hassan du laboratoire de référence CLQP ont exprimé le souhait de créer des liens avec le laboratoire national de référence français en vue d'une éventuelle collaboration et ont sollicité une visite du laboratoire français. La mission recommande que cette requête soit prise en considération.
- La préservation des ressources génétiques et des races rustiques est une préoccupation des égyptiens et il pourrait être envisagé une collaboration avec la France sur ce sujet soit sur une base bilatérale (avec le BRG et l'INRA) soit à travers la FAO.

B. COTE D'IVOIRE

Contexte ivoirien

La Côte d'Ivoire, avec une population d'environ 16,5 millions d'habitants dont presque un tiers dans le district d'Abidjan, est un pays actuellement pris dans une situation de conflit civil qui divise le pays en deux, le nord et le sud. Les ministères sont repartis entre factions, ce qui peut rendre leur collaboration difficile.

Le Ministère de la Production Animale et des Ressources Halieutiques (MIPRAH) et en particulier par la Direction des Services Vétérinaires (DSV) jouent un rôle majeur dans la lutte contre l'IA, le Ministère de la Santé (de l'autre faction) couvrant l'aspect santé publique.

Le pays dispose d'un des meilleurs laboratoires vétérinaires de la sous-région pour la virologie et l'IA: le laboratoire du LANADA à Bingerville (Laboratoire National pour l'Appui au Développement Agricole) qui est le laboratoire national de référence pour l'IA⁵.

Des le début de la diffusion de la maladie sur le continent, le pays a constitué le Comité National pour la lutte contre la Grippe Aviaire (CNLGA), comité pluridisciplinaire présidé par le Ministère de la Santé qui se réunit régulièrement. Des sous-groupes techniques ont été formés pour travailler sur des sujets précis: volet santé animale, volet santé publique, communication.

La population de volaille en Côte d'Ivoire est estimée à 30 millions, dont un tiers sous systèmes de production commerciaux 'modernes' et le reste en élevage traditionnel. Les producteurs commerciaux se concentrent dans la zone d'Abidjan, autour d'Agnibilekrou à l'est à la frontière avec le Ghana et à Yamoussoukro.

La notification officielle de la maladie a été faite le 25 avril 2006, suite à la confirmation des premières suspicions dans le district d'Abidjan (5 millions d'habitants; un nombre de volailles estimé à 3.5 millions) d'abord par le Laboratoire national de Bingerville et par l'institut Pasteur d'Abidjan puis par le laboratoire de référence OIE/FAO en Italie. Des mesures de contrôle immédiates ont été prises (abattage et désinfection des marchés suivi de leur fermeture) afin de limiter la propagation du virus. Elles devaient s'accompagner d'un renforcement de la surveillance et des capacités de diagnostic en laboratoire. La contribution FAO/SFERA a servi à répondre rapidement et sur le très court terme à ces besoins les plus urgents, dans l'attente de la mise à disposition de fonds additionnels provenant d'autres sources qui permettraient d'apporter une réponse plus complète.

Contribution de SFERA à la lutte contre l'IAHP en Côte d'Ivoire

Selon le rapport SFERA, un total de 815 874 USD a été alloué à la Côte d'Ivoire dont 396 634 USD provenant de la contribution française. Cette somme a été utilisée pour les activités indiquées ci dessous:

⁵ La mission a visité le laboratoire et rencontré le Dr Emmanuel Kouassi Hyman, responsable de ce laboratoire. Ce laboratoire pratique en routine la PCR pour le diagnostic. Cette visite a aussi permis à la mission de vérifier les conditions de conservation du vaccin fourni par la FAO et dont la moitié (6millions de doses) est conservé à Bingerville.

Type de dépense	Montant (en USD)	Utilisation et remarque
Fond d'urgence alloué au représentant de la FAO à Abidjan	45 000	Utilisé dans la phase préparatoire principalement pour de la formation et de la sensibilisation et pour l'achat de petit équipement
Achats à partir du siège	30 000	Un vidéo projecteur, un ordinateur portable
Achat d'urgence au niveau local	64 500	achat local, en urgence, de kits de diagnostics et d'autres fournitures et équipements de première nécessité
Achats d'équipement au niveau local	235 500	10 pulvérisateurs, désinfectants, 20 glacières, petits équipements et réactifs de laboratoire, achat de petits équipements pour l'abattage (brouettes, sceau, bassines etc.) ⁶ , matériel de bureau, un congélateur, un copieur, la réparation de la chambre froide à Bingerville, établissement d'un site web IA national,
Achat de 12,1 millions de doses de vaccin *	412 000	393 851 correspondant à 2 factures Merial + frais de dédouanement et divers
Missions d'expertise	28 874	missions de 5 consultants internationaux (environ 15 semaines de mission) et recrutement d'un consultant national
Total	815 874	

* En dehors du vaccin payé sur une autre contribution (Norvège), le reste des équipements achetés et les autres activités menées en Côte d'Ivoire ont été financées à partir de la contribution française.

Le fonds SFERA a permis à la FAO d'apporter un premier appui aux activités de prévention et de lutte en Côte d'Ivoire:

Avant l'apparition de la maladie en Côte d'Ivoire:

- mise à disposition de 45 000 USD à travers une autorisation de dépense (FBA) auprès de la Représentation FAO pour l'appui aux activités de surveillance, de diagnostic, de contrôle et d'information et pour l'achat local de fournitures et de matériels.
- fourniture depuis le siège de la FAO de divers équipements d'une valeur approximative de US\$ 30 000 au ministère de l'Agriculture.

Après l'apparition de la maladie en Côte d'Ivoire:

- un autre FBA d'un montant total de 64 500 USD à été émis afin de permettre l'achat local, en urgence, de kits de diagnostic et d'autres fournitures et équipements de première nécessité.
- achat de vaccins pour un montant total d'environ 412 000 USD.

La Côte d'Ivoire a bénéficié et continue de bénéficier

- de l'assistance d'experts de la FAO (11 missions totalisant 223 h/j entre mai et novembre 2006)

- des formations organisées au niveau régional payées sur les fonds SFERA et ceux du TCP régional (2 participants par pays à chaque atelier):
 - ateliers régionaux d'une semaine sur le diagnostic organisés à Bamako et à Dakar
 - ateliers régionaux d'une semaine sur l'épidémiologie de l'IA HP et la faune sauvage au Burkina Faso

Les points positifs

- La maladie a rapidement été contrôlée en Côte d'Ivoire qui n'a eu que 2 foyers , un dans le district d'Abidjan sur quatre sites (commune de Marcory, Treichville, Bingerville et Yopougon) et un autre à Grand Bereby.
- Par ailleurs, un accord entre le Gouvernement de la Côte d'Ivoire, l'Union Européenne et la FAO a permis de dégager USD 720 000 pour un projet intitulé "Intervention d'urgence pour la prévention, la détection précoce et la lutte contre l'influenza aviaire en Côte d'Ivoire" - OSRO/IVC/603/EC, d'une durée de douze mois à partir d'octobre 2006. Ce projet doit prendre le relais des activités initiées sur les fonds SFERA.

Pertinence et efficience de l'action menée grâce au fonds SFERA

Les équipements et réactifs achetés paraissent avoir été bien adaptés à la situation ivoirienne. L'aide a contribué à assurer une continuité dans le diagnostic au laboratoire et à répondre aux besoins les plus urgents du pays. De plus ces équipements ont pu être obtenus rapidement en quelques semaines.

Les formations entreprises paraissent aussi avoir été pertinentes et bien correspondre à la situation.

Conclusions

- La FAO est pratiquement la seule organisation à avoir apporté une aide concrète et continue - et de surcroît très rapide - depuis le tout début de la crise en CI et tous nos interlocuteurs ont exprimé leur reconnaissance à la FAO et aux pays contributeurs du fonds SFERA.
- Les informations obtenues lors de notre visite en Côte d'Ivoire portent à penser que la contribution française au fonds SFERA et l'ensemble des sommes allouées ont été bien utilisées.
- Les contraintes pour la mise en œuvre de la vaccination en particulier sur les volailles de basse-cour devront être levées pour que le succès obtenu jusqu'à présent dans la lutte contre la maladie en Côte d'Ivoire puisse être pérennisé (voir ci dessus).
- La surveillance clinique et virologique sur les volailles et les oiseaux sauvages doit être renforcée pour connaître la situation réelle en matière de circulation de virus. Cette surveillance pourrait être combinée avec la vaccination.

Les contraintes actuelles de la campagne de vaccination contre l'IA en Côte d'Ivoire

La mise en œuvre de la vaccination a posé des difficultés. La situation actuelle est la suivante:

- le vaccin a été livré en juin (livraisons les 6 et 13 juin) et une vaccination pilote d'environ 9000 volailles a été réalisée dans 6 fermes à Adiopoumé;
- ce vaccin a une date de péremption courte: mars et mai pour l'un et l'autre lot;

- 234 vaccinateurs dont 60 formateurs de formateurs ont été formés, essentiellement des agents de l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER).
- environ 800 000 doses de vaccin ont été utilisées à ce jour pour la vaccination des élevages industriels qui procédaient au moment de la mission à la revaccination des pondeuses, la primo-vaccination ayant été effectuée en octobre.
- les acteurs de la filière après avoir demandé la vaccination font maintenant preuve d'une certaine réticence à vacciner leurs volailles⁷ et à s'engager dans un système où ils paieraient indirectement pour la vaccination des volailles de basse-cour à travers le fonds qu'ils alimentent par l'achat du vaccin (payé 20 FCFA, ou USD 0.04, par dose).
- la chambre froide où sont stockées 6 millions de doses de vaccin (la moitié du total) à Bingerville fonctionne depuis sa réparation mais le groupe électrogène n'est pas fonctionnel. L'autre moitié du stock est partagée entre les chambres froides de trois grossistes de produits pharmaceutiques vétérinaires qui offrent ce service à la DSV gratuitement⁸.

La mission a également observé que la surveillance de la maladie en Côte d'Ivoire est très imparfaite. Il y a une grande inconnue sur la situation épidémiologique actuelle: le virus continue-t-il de circuler en Côte d'Ivoire en particulier sur les volailles de basse-cour?

Recommandations et suite à donner

- Préparer et mettre en œuvre une étude épidémiologique approfondie pour connaître la situation en matière de circulation de virus en particulier sur les volailles domestiques et notamment en milieu urbain (à Abidjan). Cette étude pourrait être jumelée avec la campagne de vaccination des volailles de basse cour à condition que cette dernière démarre rapidement.
- La campagne de vaccination des volailles de basse cour et des élevages semi-commerciaux d'un coût de l'ordre de USD 200 000 doit bénéficier d'un financement d'environ FCFA 50 millions (USD 100 000) de la part du MIPRAH. La somme pourrait être complétée par un appui de la FAO (ou d'un autre bailleur) pour l'étude épidémiologique sur la circulation du virus (programme à préparer par les SV ivoiriens avec l'appui des experts de la FAO) pour un montant d'environ USD 100 000, éventuellement prélevé sur le reliquat des fonds SFERA.
- Une étude de la situation épidémiologique régionale voire continentale est aussi suggérée. Elle pourrait être coordonnée par le bureau régional d'ECTAD de Bamako, les analyses pouvant être réalisées par le Laboratoire Vétérinaire du LANADA à Bingerville ou par celui de Bamako (voir ci dessous).

⁷ La mission a rencontré les représentants de la filière et a pu obtenir des informations sur l'état d'avancement de la campagne de vaccination: selon ces représentants le délai de mise en œuvre de la vaccination dans les élevages commerciaux serait du au fait que les parquets de poules pondeuse (les seules qui sont vaccinées) ont été mis en place que depuis 1 à 2 mois et qu'entre temps les poulaillers avaient été utilisés pour la production de poulets de chair de manière pour les éleveurs à se refaire rapidement une trésorerie. Ils envisagent aussi avec l'accord de la DSV l'utilisation du vaccin Trovac dans les couvoirs

⁸ La mission a visité un de ces grossistes et a pu noter que les conditions de stockage et de délivrance des vaccins paraissaient tout à fait satisfaisantes: température parfaitement contrôlée et sorties contre un bon contre-signé par le Directeur des Services Vétérinaire.

C. MALI

Contexte malien

Pays sahélien de 11 millions d'habitants à vocation essentiellement agro-pastorale, le secteur rural du Mali représente plus de 40 % de son PIB et les trois quarts des exportations; le sous-secteur élevage y contribue de façon importante entre 10 et 12% de contribution au PIB et constitue le troisième produit d'exportation du pays, après l'or et le coton. Avec une population de volailles estimée à plus de 28 millions, la contribution de l'aviculture aux résultats du sous-secteur élevage est appréciable et va au delà des seules contributions macroéconomiques; elle est pratiquée par environ 80% des populations, pour lesquelles elle est bien plus qu'une source de protéine et de revenus; elle est un support important des échanges socioculturels.

La filière avicole au Mali a gagné beaucoup en importance avec les cycles de sécheresse qu'ont connu les pays du Sahel au début des années 1970 et qui ont décimé une grande partie du gros bétail. Depuis ces événements, les autorités maliennes (avec l'appui des organisations internationales et de bailleurs) lui ont consacré des investissements importants tels que le Programme de Développement de l'Aviculture au Mali (PDAM) et plus récemment le Programme Spécial de la Sécurité Alimentaire (PSSA) de la FAO. Ces efforts conjugués à la politique de libéralisation économique de ces dernières années ont conduit à une professionnalisation du secteur avicole avec des investissements privés importants.

Ces efforts sont en ce moment fortement menacés par l'apparition de l'IAHP en fin 2005 sur le continent et depuis février 2006 dans la sous région ouest africaine y compris dans trois pays partageant des frontières - poreuses - avec le Mali. De plus, le pays se situe dans une zone à risque de transmission par l'avifaune, le Delta Interne du Niger et le bassin du fleuve Sénégal étant des territoires d'accueil des oiseaux migrateurs.

Mesures officielles prévues dans le cadre de la lutte contre l'Influenza aviaire

Le Mali a pris le 18 mars 2004 un arrêté interministériel interdisant toute importation de viande de poulet. Ce dispositif a été complété le 10 février 2006 par un autre arrêté portant interdiction de l'importation de volaille ou de produits de volaille de tout pays suspect d'IA. Un *Comité Technique de Coordination pour la Lutte Contre la Grippe Aviaire (CTC)* a été mis en place le 24 octobre 2005 et se réunit depuis tous les mercredis. La présente mission d'évaluation a participé à la 56ème réunion du CTC le 15 novembre 2006.

Dès octobre 2005, les mesures suivantes ont été prises:

- sensibilisation sur la maladie des agents de la direction nationale des services vétérinaires, chargés du contrôle aux frontières et dans les supermarchés, ainsi que de la Fédération des Intervenants de la Filière Avicole du Mali (FIFAM);
- mise en place au niveau des régions de cellules de veille, présidées par les Gouverneurs;
- renforcement de la capacité du Laboratoire Central Vétérinaire (LCV), du Centre National d'Appui à la lutte contre les Maladies (CNAM) et du Laboratoire National de la Santé (LNS) dans la surveillance des cas suspects de maladie chez la volaille et les humains;
- présentation de la situation hebdomadaire des oiseaux migrateurs par la Direction Nationale de la Conservation de la Nature (DNCN) et l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN);

Un arrêté du 16 novembre 2005 fixait les dispositions pratiques à prendre dans le cadre de la lutte contre l'IA et le Conseil des Ministres a adopté le 18 janvier 2006 le plan d'urgence. Ce plan d'urgence a été complété par un plan de contingence qui prend en compte les actions de prévention et de lutte contre l'IA pour une durée de quatre ans, ainsi que par un plan moyen/long terme jusqu'en 2020 en cours de finalisation au moment de la mission. Des rencontres avec la presse se sont régulièrement tenues pour informer la population et les sensibiliser sur la menace d'IA.

La menace d'IA a conduit durant les 3 premiers mois à une réduction importante de la consommation de produits avicoles et une mévente sur les marchés. Grâce à une stratégie vigoureuse d'information des consommateurs et la prise de mesures appropriées pour prévenir l'introduction de la maladie, la psychose s'est estompée et il y a eu une reprise graduelle des activités de production et de commercialisation.

A ce jour, aucun cas de grippe aviaire n'a été enregistré au Mali.

Contribution de SFERA à la lutte contre l'IA au Mali

Selon le rapport SFERA, un total de USD 236.297 a été alloué au Mali dont USD 188.125 provenant de la contribution française, 27.394 du fonds norvégien et 20.778 du fonds suédois. Une somme de USD 7.435 du PCT Régional TCP/RAF/3016 a également été utilisée pour des activités au Mali.

Le Mali a donc reçu de la FAO un total de 243 732 USD.

Total des prestations et équipement fourni au Mali sur fonds SFERA:

Prestation ou Matériel *	Total (US \$)
Dépense sur fond SFERA Norvège (Baby 01) Formation + Voyage	27 394
Dépense locale sur SFERA Suède (Baby 02)	20 778
Dépenses sur fonds SFERA Français (Baby 04)	
Frais de mission	64 163
Consultant international	56 175
Consultant national	6 000
Kits d'autopsie	572
Pulvérisateurs	3 041
Petit matériel acheté localement **	25 000
Frais généraux de fonctionnement et divers	10 000
Kits de protection	4 230
Kits de réactifs	1 833
Désinfectant	10 494
Kits de prélèvements	4 750
Container pour vaccin	453
Boîtes d'expédition	1 415
Total	236 298

* le coût du matériel inclut le transport parfois égal ou supérieur au coût du matériel lui-même

** dépensé localement par la représentation de la FAO au Mali (voir ci dessous)

Fonds versés localement au FAOR: USD 45 0000⁹ La plus grande partie - plus de 75% - de la somme allouée localement a été utilisée pour l'achat d'équipements y compris de laboratoire et de désinfectants. Selon les pièces fournies par le représentant de la FAO au Mali, cette somme a été utilisée pour:

Activité	Montants	Modalité de la dépense
Consultant national	2 403	Etude sur l'aviculture au Mali
Achat d'équipement de laboratoire	4 736	Un seul fournisseur local
Achat d'équipements divers	16 468	Appel d'offre auprès de 3 fournisseurs locaux
Achat de 200 blouses	1 807	Appel d'offre auprès de 2 fournisseurs locaux
Désinfectant	2 599	Virkon
Frais de mission*	1 225	Missions pour la délivrance des équipements, formation et sensibilisation
Hospitalité	436	Cérémonie de remise équipements par le Ministre
Carburant*	1 633	Gasoil
Total	31 307	

**Les frais de mission et le carburant concernent non seulement la remise et la distribution sur le terrain des équipements mais aussi les activités de formation et de sensibilisation. Ces missions ont concerné toutes les régions du Mali vers lesquelles les équipements fournis ont été acheminés et pré-positionnés par la Direction Nationale des Services Vétérinaires (DNSV).*

Les équipements reçus au Mali (commandés par le siège ou localement) ont été réceptionnés par la DNSV qui les a ensuite repartis en fonction du type de matériel et des besoins entre:

- DNSV.
- Le Laboratoire Central Vétérinaire (LCV)
- Le Centre National d'Appui à la lutte contre les Maladies (CNAM)
- Le Laboratoire National de la Santé (LNS)
- La Direction Nationale de la Santé (DNS)
- La Direction Nationale de la Conservation de la Nature (DNCN)

Une liste avec la répartition et les quantités reçues par chacun a été remise à la mission. La plus grande quantité a été confiée aux Services Vétérinaires Nationaux (DNSV) qui les a ensuite distribués dans les régions (voir ci dessus). Comme la Côte d'Ivoire, le Mali a bénéficié et continue de bénéficier de l'assistance de la FAO en matière de lutte contre l'IA au travers de sa participation au projet TCP régional et de missions d'experts

Le Mali a aussi bénéficié des formations organisées au niveau régional payées sur les fonds SFERA et sur le TCP régional:

- ateliers régionaux d'une semaine sur le diagnostic organisé au LCV de Bamako et autre atelier à Dakar
- atelier régional d'une semaine sur l'épidémiologie de l'IA HP et la faune sauvage au Burkina Faso

⁹ sur lesquels, il restait au 14 novembre un solde de USD 13.693 non dépensés

Les points positifs:

- La maladie n'a pas été introduite au Mali malgré l'infection des pays voisins, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, et Niger.
- Le plan d'urgence, le plan d'intervention et le plan de contingence ont été préparés.
- Dans la continuité de l'intervention rapide de la FAO l'Union Européenne a promis une contribution de EUR 2 millions pour la lutte contre l'IA au Mali. Ces fonds faisaient partie du reliquat de la contribution UE à la lutte contre le criquet pèlerin (menée en collaboration avec la FAO) qui a été réaffecté au pays pour l'IA. Il est intéressant de noter que sur ces EUR 2m, 1,4m seront mis de côté jusqu'en 2010 pour permettre l'indemnisation rapide des propriétaires en cas d'abattage sanitaire. Les 600.000 restants seront utilisés pour la prévention. Ce projet devrait prendre le relais des activités initiées sur les fonds SFERA, assurant la pérennité des actions menées ce qui devrait contribuer à minimiser l'impact de la maladie si celle ci venait à être introduite.

Pertinence et efficacité de l'action menée grâce au fonds SFERA

- Les équipements et réactifs achetés paraissent avoir été bien adaptés à la situation malienne. L'aide a contribué à préparer le laboratoire pour le diagnostic et à répondre aux besoins les plus urgents du pays pour qu'il puisse rapidement détecter une possible introduction du virus et réagir de manière appropriée.
- Les équipements ont pu être obtenus rapidement en quelques semaines et les autorités rencontrées ont toutes exprimés leur reconnaissance à la FAO pour la rapidité de sa réaction à un moment où le Mali était particulièrement menacé.
- Les aspects formation et veille ont aussi été pris en compte. De plus le Mali a mis en place une coordination nationale très efficace à travers la création du CTC qui tient depuis plus d'un an une réunion hebdomadaire.

Les formations entreprises au niveau national et régional grâce au fonds SFERA paraissent aussi bien correspondre à la situation et au besoin du pays.

Conclusion

- La FAO est pratiquement la seule organisation à avoir apporté une aide concrète et continue - et de surcroît très rapide.
- Les informations obtenues lors de notre visite au Mali portent à penser que la contribution française au fonds SFERA et l'ensemble des sommes allouées ont été bien utilisées.
- Pour le moment les autorités maliennes réussissent à maintenir un haut niveau de vigilance et il faudra pour cela que la FAO et les autres organisations internationales continuent d'appuyer le Mali. La surveillance clinique et virologique sur les volailles et les oiseaux sauvages doit être maintenue.

Recommandations

- La coordination assurée par le CTC présidé par le Ministère de l'Elevage et de la Pêche paraît avoir bien fonctionné depuis un an mais il existe un risque de lassitude et les réunions du Comité pourraient être plus espacées si la situation nationale et régionale reste stable.

- Pour la surveillance de la l'avifaune il faudra veiller à l'avenir à ce que les experts internationaux impliquent davantage les autorités nationales responsables ainsi que les autres partenaires présents sur place avant et après leurs missions sur le terrain.
- En plus de sa contribution directe d'EUR 2 million au Mali, l'UE a mis à disposition un fonds de EUR 50 millions pour la lutte à la GA dans les pays ACP et encore EUR 30m seulement pour les pays d'Afrique. Le premier fonds est sous gestion de la Banque Mondiale tandis que le dernier est géré par l'Union Africaine. Ces fonds sont ouverts aux demandes provenant des pays dans ces deux catégories (ACP et Afrique), mais jusqu'à présent le Mali n'a fait aucune demande dans ce sens. Le pays devrait profiter de cette occasion pour demander un appui additionnel à l'UE.

D. Situation et utilisation des fonds SFERA dans les autres pays africains (non visités)

Evolution de la situation en Afrique¹⁰

Depuis le mois de février 2006, avec la confirmation par l'IZS de Padoue, de la présence du virus IAHP dans l'état de Kaduna au nord du Nigeria, la grippe aviaire s'est rapidement disséminée en Afrique touchant 8 pays en 4 mois (Égypte, le 17/02; Niger, le 28/02; Cameroun, le 12/03; Burkina Faso, le 04/04; Soudan, le 19/04; Côte d'Ivoire, le 25/04; et peut-être Djibouti, puis son extension s'est stabilisée géographiquement. Trois pays actuellement déclarent encore de nombreux foyers: le Nigeria, l'Égypte et le Soudan. En Afrique de l'Ouest, l'épizootie semble s'être ralentie, aucun nouveau foyer n'a été déclaré depuis le mois de juin en Côte d'Ivoire.¹¹ Les stratégies de contrôle adoptées et appliquées par les pays ont globalement été similaires, sauf sur le volet de la vaccination.

L'apparition des foyers de IAHP en Afrique subsaharienne semble avoir suivi un parcours favorisant l'hypothèse d'une dissémination due à des mouvements commerciaux de volailles par transport terrestre. Jusqu'à présent, la transmission par l'intermédiaire d'oiseaux aquatiques et/ou migrateurs n'a pas été mise en évidence, même si elle a été suspectée pour le Cameroun. Malgré les moyens souvent insuffisants des autorités sanitaires nationales pour des interventions rapides et adéquates sur le terrain, la dissémination de la maladie et la multiplication des foyers ont été limitées dans les pays africains de la zone sub-saharienne, à l'exception du Nigeria. Aucun nouveau pays n'a déclaré d'infection depuis le mois de mai 2006.

La propagation de la IAHP en Afrique, actuellement « stabilisée », permet aux pays menacés de se préparer efficacement. La collaboration active des organisations internationales (OIE, FAO, IBAR et d'autres) dans l'organisation de nombreuses formations et dans l'acquisition des moyens et outils de lutte adéquats (équipements des agents et des services, vaccins, etc.) contribue largement à la préparation des pays. En ce qui concerne la contribution de la FAO à ces efforts, c'est principalement grâce au fonds SFERA qu'elle a été réalisée.

La survenue des premiers foyers de IAHP attendue en Afrique, après la contamination de l'Asie, puis de l'Europe a permis de réaliser un premier diagnostic des capacités de réaction et de gestion d'une crise zoo-sanitaire par les services vétérinaires directement impliqués et les autorités sanitaires nationales. Les moyens limités de ces services et/ou l'absence de « chaîne

¹⁰ Extrait d'une présentation par l'IBAR à la 2e Assemblée ALIVE le 25-27.10.06 à Nairobi

¹¹ Au moment de la finalisation de ce rapport, on annonçait un nouveau foyer en Côte d'Ivoire (24.11.06) et des suspicions au Burkina Faso.

de commande » directe, indispensables à une alerte précoce suivie d'une réponse rapide sur le terrain pour la mise en oeuvre des opérations de riposte, ont fortement pénalisé les temps d'intervention in situ. Cependant, la mobilisation des autorités sanitaires et des partenaires au développement ont contribué, pour la plupart de ces pays infectés, à maîtriser l'épizootie, à l'exception du Nigeria et de l'Egypte actuellement.

Utilisation du Fonds SFERA

Vu le nombre de pays bénéficiant du SFERA, nous nous contenterons de donner quelques chiffres et informations dans le tableau ci-dessous sur les pays qui ont bénéficié des plus importantes contributions de la FAO (plus de USD 100 000). Ces informations correspondent à ce qui apparaît dans le rapport SFERA et aux données collectées à Rome et lors de la mission sur le terrain en particulier à Bamako auprès de l'antenne ECTAD régionale.

Pays	Statut	Contribution SFERA en USD	dont fonds français	Utilisation	Remarques
Bénin	Non infecté	112 161	105 724	- Formation du personnel de laboratoire - Mission d'appui et d'évaluation	- Pays à haut risque compte tenu de sa frontière très poreuse avec le Nigeria - Mission d'Arnaud Le Menach
Burkina Faso	A été infecté	133 101	111 831	- Mission d'évaluation FAO/OMS/USAID de juin 2006 - Réactifs de laboratoire pour la sérologie et kits de diagnostic rapide	Selon le coordonnateur du PCT, cette mission est un bon exemple de coopération au niveau terrain entre les bailleurs
Cameroun	A été infecté	152 858	103 380	- Surveillance renforcée - Affiches - Matériel de diagnostic	Réseau Pace très efficace pour la surveillance selon le coordonnateur PCT
Tchad	Non infecté	108 070	102 077	- Surveillance de terrain	-
Niger	A été infecté	120 050	107 712	- Envoi de réactifs et matériel de laboratoire - Formation	- Contribution financière d'1 million CFA de la France (AFD) pour l'abattage - Etablissement de statistiques sur l'évolution du nombre de volailles sur les marchés - Mesures de restriction aux déplacements d'animaux bien appliquées suite aux 2 foyers

E. COORDINATION REGIONALE: Impact du programme SFERA sur la coordination régionale de la lutte contre l'IA en Afrique

Selon les termes de référence un des objectifs de la mission était d'évaluer le rôle du SFERA dans «l'harmonisation et les coordinations régionales et internationales des stratégies et des méthodologies nationales de surveillance et de diagnostic».

Perspectives

Les premiers mois de crise, suivis par les experts du Centre Régional de Santé Animale OIE – FAO/ECTAD – UA-IBAR/PACE à Bamako, en collaboration avec d'autres partenaires (APHIS, OCHA, CIRAD...) ont permis de dégager des premières conclusions sur les leçons à tirer sur la gestion de cette crise sanitaire en Afrique et de capitaliser les «success stories» afin d'en faire bénéficier les pays menacés encore indemnes dans la sous région.

Le renforcement des capacités opérationnelles des services vétérinaires (en ressources humaines, moyens de diagnostic et d'intervention) à moyen et long terme et leur mise aux normes internationales et la mise en place d'une surveillance active dans chaque pays menacé ou infecté permettront de prévenir et réagir efficacement à l'apparition de nouveaux foyers de IAHP. L'harmonisation des stratégies de contrôle de l'Influenza aviaire au niveau régional et la mise en réseau de banques de données épidémiologiques dûment renseignées seront des facteurs déterminants pour une adéquation de la réponse à la menace d'infection.

Observations de la mission au Centre régional de Bamako

Le nouveau Centre Régional de Santé Animale (CRSA) regroupe sur un site à côté du Laboratoire Central Vétérinaire de Sotuba, un peu à l'extérieur de Bamako des représentants de trois organisations:

	Représentant	Appui Technique	Remarque
FAO - ECTAD	Dr Frédéric Poudevigne, Coordonnateur de la nouvelle antenne régionale ECTAD pour l'Afrique de l'Ouest		Consultant International FAO sur fonds SFERA-France
OIE	Dr Samba Sidibé, Directeur du Bureau Régional pour l'Afrique de l'OIE	Dr Caroline Planté,	MAD par la France, en cours de départ
AU-IBAR	Dr Bouna Diop	Dr Cécile Squarzonni Dr Nicolas Denormandie Dr Patrick Bastiaensen	MAD par la France Payé par la GTZ pour PACE Sur le programme PACE, proche de fin de contrat

La mission a surtout discuté avec le Coordonnateur Régional du Centre d'urgence pour les maladies transfrontalières (ECTAD) de la FAO, Dr. Frédéric Poudevigne. Elle n'a pas été en mesure de rencontrer à Bamako tous les interlocuteurs souhaités, compte tenu de l'organisation concomitante de deux réunions à Ouagadougou: une de l'IBAR de présentation du plan IA et une de l'OIE sur l'évaluation des services vétérinaires, dont la mission n'était pas informée quand les dates de sa visite à Bamako ont été fixées.

Elle a cependant pu rencontrer brièvement compte tenu de leurs départs pour la réunion de Ouagadougou:

- le Coordonnateur FAO du projet régional TCP/RAF/3016 "Assistance d'urgence pour la détection précoce et la prévention de la grippe aviaire en Afrique de l'Ouest", Dr. Boubacar Seck
- les experts techniques auprès de l'IBAR-Bamako, Drs. Patrick Bastiaensen et Nicolas Denormandie

Les aspects de coordination des activités régionales faisaient déjà partie des objectifs du projet TCP/RAF/3016, d'un montant de US\$400 000, démarré en Novembre 2005 et couvrant 13 pays (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Tchad, Togo). L'un des objectifs du TCP était «de favoriser, dans le cadre d'un système global de surveillance de l'IAHP, la mise en réseau et les échanges de

données et d'informations entre les pays et avec d'autres régions, notamment dans le cadre du système GLEWS (Global Livestock Early Warning System) et du réseau OFFLU (Réseau OIE/FAO de laboratoires de référence, de centres d'épidémiologie et d'experts de l'influenza aviaire)».

Le fonds SFERA a contribué à concrétiser les premiers résultats obtenus par le TCP en permettant de former à travers des ateliers régionaux un plus grand nombre de spécialistes nationaux. Il a aussi permis d'étendre l'impact géographique du TCP en accueillant dans ses ateliers des spécialistes de pays non inclus à l'origine dans le TCP.

Les difficultés rencontrées au niveau coordination et recommandations pour le futur

- si on observe un bon niveau de collaboration entre les acteurs de terrain des trois composantes du CRSA de Bamako (ECTAD, IBAR et OIE), des marges de progrès existent vers une meilleure mutualisation des moyens en particulier logistiques.
- la Représentation de la FAO au Mali assure un appui logistique au coordonnateur ECTAD, mais ne paraît pas être informée des activités du CRSA.
- des liens existent entre ECTAD (et le CRSA) et le Bureau Régional pour l'Afrique (RAF) de la FAO à Accra. Ainsi le Dr Zachary Rhissa, de l'Unité d'Assistance aux politiques du RAF a participé comme expert à la mission conjointe au Burkina avec la Banque Mondiale, l'OMS sous la responsabilité du Coordonnateur du TCP (Dr Seck) mais il ne semble pas exister de relations formalisés entre ECTAD et le bureau d'Accra.
- les équipements de protection et les réactifs d'urgence semblent avoir été délivrés aux pays infectés après les premiers foyers. Un stockage au niveau régional pourrait permettre une disponibilité plus rapide et mieux adaptée aux besoins des pays évitant ainsi des stockages dans chaque pays.

F. Contribution du fonds SFERA aux aspects surveillance et réaction rapide (GLEWS)

Un groupe comprenant 9 spécialistes (épidémiologistes) a été créé à Rome, dont un analyste a été recruté en avril 2006 pour une période de 11 mois sur fonds SFERA français.

G. Contribution du fonds SFERA aux aspects diagnostic de laboratoire et réseau OFFLU

Selon les informations recueillies lors la mission, le réseau OFFLU coordonné par le laboratoire de référence de Padoue a été très efficace;

- en confirmant les diagnostic initiaux d'IAHP H5N1 des laboratoires nationaux;
- en répondant rapidement et efficacement aux très nombreuses demandes d'information des laboratoires nationaux africains;
- en envoyant des experts de haut niveau comme instructeurs aux deux ateliers sur le diagnostic de laboratoire de Dakar et de Garoua;
- en formant des experts et des technicien à Padoue.

Suite aux ateliers, un système d'évaluation du niveau technique acquis dans les laboratoires nationaux est en train d'être mis en place. Trois laboratoires (Dakar, Bingerville en Côte d'Ivoire et Garoua au Cameroun) sont à ce jour en mesure de faire le diagnostic jusqu'au niveau de l'hémagglutinine par PCR et la plupart des autres laboratoires sont en mesure d'aller

jusqu'au diagnostic d'influenza de type A. Cependant malgré les grands progrès acquis au niveau technique et scientifique (notamment grâce aux fonds SFERA), tous les laboratoires ne sont pas encore en mesure d'assurer sur le long terme le diagnostic en raison de difficultés pour obtenir les réactifs en dehors des financements internationaux.

Une contribution de 80 000 USD du fond SFERA (sur contribution française) avait été allouée aux activités d'OFFLU et au Laboratoire de Padoue. Les informations collectées à Bamako incitent à penser que cette contribution a permis aux laboratoires nationaux d'acquérir une expertise qui devrait être très profitable pour leurs activités de surveillance et de diagnostic. Cette contribution aurait aussi servi à couvrir les analyses de prélèvements faune sauvage adressé par le CIRAD (4876 prélèvements).

Concernant ces analyses des prélèvements de l'avifaune on peut seulement regretter que les résultats aient été aussi tardifs même si l'on comprend les raisons de ce retard occasionné par la situation très préoccupante en Europe à partir de février 2006, c'est à dire juste au moment où les prélèvements faunes provenant d'Afrique ont commencé à arriver à Padoue.

H. Activités du CIRAD

Une lettre d'accord a été signée entre la FAO et le CIRAD EMVT le 21 février pour un montant de USD 831 000. Cette somme a été entièrement financée sur le fonds SFERA français.

Selon cette lettre d'accord le CIRAD devait conduire trois types d'activités pour la FAO:

Description des activités	montant	pourcentage
1. Formation et renforcement des capacités	168 300	20%
2. Compilation de données, et construction d'une base de données, analyse et évaluation de risque, établissement de rapports	92 000	11%
3. Investigations épidémiologiques sur les oiseaux migrateurs	570 700	69%
Total	831 000	100%

Volet 1: Formation et renforcement des capacités

Ce volet d'un montant de USD 168 300 comprenait la participation d'experts du CIRAD (2 experts) à une série d'ateliers:

- Participation à 4 ateliers de 3 jours pour le lancement des projets régionaux de coopération technique (PCT);
- Participation à 5 ateliers de 6 jours en épidémiologie – faune sauvage;
- Participation à 5 ateliers de 5 jours de suivi des projets régionaux de coopération technique (PCT);
- Préparation de 3 ateliers/réunions de 4 jours et rapports;
- Apprentissage à distance, ingénierie de formation.

Volet 2: Compilation de données, et construction d'une base de données, analyse et évaluation de risque, établissement de rapports

Ce volet d'un montant de USD 92 000 comprenait:

- L'aide aux institutions nationales et ONG pour la collecte de données sur l'avifaune;
- La construction d'une base de données;
- Analyse par SIG et étude d'évaluation de risques;
- Coordination scientifique et technique, surveillance de terrain et rédaction d'un rapport.

Volet 3: Investigations épidémiologiques sur les oiseaux migrateurs

Ce volet d'un montant de USD 570 700 comprenait:

- Prélèvements dans des zones humides de 13 pays en Afrique au cours de 2 campagnes ;
- Logistique pour faire parvenir les échantillons au laboratoire de référence.

Mise en œuvre

Volet 1: Formation

Les experts du CIRAD ont contribué à tous les ateliers prévus à l'exception de ceux de clôture des TCP prévus pour 2007. D'après les informations recueillies par la mission au cours de ses visites de terrain, ces formations ont été exécutées de façon satisfaisante.

Le CIRAD a préparé en collaboration avec l'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort en France un module de formation en épidémiologie (RANEMA) et un module spécifique sur l'IA (RANEMA Flu) est en cours de préparation. Le programme RANEMA et un logiciel de comptage d'oiseaux de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) ont été distribués sous forme de CD aux participants des ateliers de même qu'un manuel d'épidémiologie.

Volet 2: Bases de données et analyse de risques

Nous avons été informés par le CIRAD que cette activité de collecte de données et d'analyse de risque est toujours en cours. L'établissement de la base de données n'est pas achevé mais une étude cas témoin entre cinq pays africains infectés et six pays voisins non infectés est en cours. Une partie des activités du volet 2 ,et en particulier ce qui touche à l'analyse de risque devait être réalisée en coopération avec le Royal Veterinary College (collaboration sans frais pour le CIRAD).

En fait, sur ce volet, la mission n'a pas obtenu d'éléments très concrets pour connaître son réel état d'avancement. Les discussions avec les scientifiques responsables semblent indiquer que le CIRAD avait sous estimé l'ampleur de la tâche pour établir cette base de données et réaliser une analyse complète de risque. Il a aussi été noté qu'au moment de la préparation du projet, la panique générale vis-à-vis de la question de la transmission de la maladie par l'avifaune a fait qu'une beaucoup plus grosse proportion des financements est allée à cet aspect (volet 3), ne laissant qu'une somme relativement modeste (USD 92 000) pour le volet 2.

En somme, ce volet n'a été qu'incomplètement mis en œuvre par le CIRAD, mais cela est facilement explicable car il paraît très difficile de réaliser ce travail dans le temps imparti et avec le budget alloué. La mission est pourtant d'avis que, dans le contexte africain actuel, fait de grandes incertitudes sur l'évolution possible de la maladie, ce volet est de la plus grande importance et une grande priorité devra donc lui être accordée à l'avenir.

Bilan des volets 1 et 2

Les ateliers du volet 1 ont été organisés conformément à la lettre d'accord signée avec la FAO. En revanche les activités du volet 2 (création de bases de données et analyse de risque) n'ont été que partiellement réalisées. Ce travail doit être poursuivi conjointement entre les épidémiologistes de la FAO, du CIRAD et du RVC.

Volet 3: Surveillance des oiseaux sauvages

La première campagne de prélèvements a été réalisée entre janvier et mars 2006 (elle a donc commencé avant la signature de la lettre d'accord). La deuxième campagne était en cours en novembre 2006. Une partie de la collecte de prélèvements de terrain a été effectuée par Wetlands International (ONG des Pays Bas). Un sous contrat a été conclu pour cela, entre le CIRAD et Wetlands pour un montant proche de USD 300 000. L'ONCFS a été associé à la collecte des prélèvements dans certains pays de même que des ONG (OMPO, AFRING). L'analyse des prélèvements réalisés par le CIRAD a été effectuée par le laboratoire de référence OIE/FAO de Padoue alors que les prélèvements réalisés par Wetlands Intl. ont été analysés dans différents laboratoires.

Résultats de la première campagne

Un total de 5288 prélèvements ont été réalisés (70% animaux morts ou tués à la chasse, 20% sur des fèces et 10% sur des oiseaux capturés) et 4876 ont été analysés.

Des résultats positifs en PCR influenza A ont été obtenus sur 159 prélèvements essentiellement de sarcelles. Mais le virus n'a pu être isolé que de 5 d'entre eux. **Aucun virus H5N1 n'a été trouvé.** Ce taux d'isolement est faible par rapport aux études comparables faites en Europe ou aux USA. Ceci peut être partiellement dû au fait que seuls des écouvillons cloacaux ont été réalisés et aussi peut être à des méthodes de prélèvements et de conservation de ceux-ci pas complètement validés.

Ces prélèvements et captures ont permis la formation des spécialistes locaux.

Des prélèvements ont été réalisés dans les zones très proches des foyers du Nigeria et des autres pays et juste après leur apparition. Tous ont été négatifs.

Les contraintes de Surveillance et des prélèvements sur l'avifaune

- Difficultés liées à une information imparfaite des parties prenantes avant la visite des experts du CIRAD dans les pays concernés.

- Contraintes logistiques: difficultés à trouver de la neige carbonique ou de la carboglace et à expédier les prélèvements du fait de la grande réticence des compagnies aériennes.
- Forte composante politique dans certains pays: certains échantillons (du Soudan) de la première campagne n'ont toujours pas pu être expédiés au laboratoire.

Les principales critiques sur la première campagne de prélèvements entendues lors de notre mission

- échantillonnage non statistiquement significatif et donc difficulté d'interprétation (en Ethiopie),
- abattage d'oiseaux pour réaliser les prélèvements (en Ethiopie),
- retour des résultats aux services vétérinaire très tardifs: pour cette raison la Mauritanie est assez déçue de l'action du CIRAD,
- collaboration insuffisante avec les experts nationaux spécialistes de la faune,
- pas de suivi continu de la faune mais intervention seulement ponctuelle.

La deuxième campagne

5 nouveaux pays ont été inclus dans la surveillance (Roumanie, Turquie, Iran, Nigeria, Zambie) et une autre lettre d'accord avec la FAO est en cours de préparation pour couvrir ces frais supplémentaires.

Il est prévu de prélever aussi quelques espèces relais (non migratrices, type moineaux).

Les milieux de prélèvements ont été standardisés et optimisés: tout sera fabriqué au CIRAD et envoyé sur place avec les équipes ornithologiques chargées de l'enquête et des prélèvements. Un double écouvillonnage sera pratiqué au niveau cloaque et au niveau pharyngé.

Toutes les analyses de screening (détection de l'IA de type A) seront réalisées au CIRAD à Montpellier et la confirmation des types H et N sera faite à l'IZS de Padoue en parallèle avec Montpellier.

Compte tenu de ces améliorations on peut espérer une plus grande sensibilité des méthodes de détection et donc des résultats plus intéressants que ceux obtenus à l'issue de la première campagne.

Collaboration FAO-CIRAD

Cette collaboration a été globalement satisfaisante pour les 3 volets. S'agissant de la collecte d'échantillons sur le terrain, le manque d'expérience de part et d'autre ainsi qu'une mauvaise coordination sur certains aspects en amont et en aval de la collecte ont entraîné quelques difficultés: mauvaise information des autorités des pays concernés et mauvaise transmission des résultats à l'issue de l'enquête. Cela devrait être solutionné lors de la 2ème campagne.

Les experts de la FAO ont beaucoup travaillé avec ceux du CIRAD sur les aspects formation et analyse de risque et la mission recommande que cette collaboration se poursuive à l'avenir, quelque soit la suite qui sera donnée au projet actuel. Le CIRAD dispose d'une expertise très complémentaire de celle disponible en interne à la FAO. A l'inverse les activités du CIRAD

menées sous la bannière de la FAO ne peuvent que contribuer à la lisibilité internationale des activités du Centre en particulier dans des pays où ils n'intervenaient pas traditionnellement. Cette couverture FAO peut aussi contribuer à faciliter les interventions sur le terrain.

Conclusion et recommandations sur l'enquête avifaune

Activité globalement utile et efficace malgré ses imperfections: pratiquement aucune information n'était disponible avant cette étude sur la circulation du virus IA en Afrique et aucun des pays africains visités par le CIRAD n'était en mesure de réaliser cette surveillance.

Recommandation de la mission pour la prochaine campagne

- prévoir des collaborations plus larges avec les experts ornithologistes nationaux et les ONG spécialisées,
- prévoir un protocole d'accord avec les pays concernés par les collectes,
- les informer bien à l'avance et par les canaux officiels (FAO d'une part et services vétérinaires d'autre part) des détails de la mission.

VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

A. Bilan global

La mission d'évaluation juge les résultats de l'activité financée sur fonds SFERA-France **globalement positif**.

En particulier:

- La réorientation du programme SFERA (et du projet français) vers une allocation de la plus grande partie des fonds aux pays africains était appropriée et bien adaptée à la situation internationale de la maladie début 2006. La priorité était alors d'éviter l'extension de la maladie en Afrique par un soutien aux mesures de lutte dans les pays touchés ou menacés et le fonds SFERA y a certainement contribué.
- Les actions entreprises ont paru pertinentes et rapides, avec la FAO souvent citée comme ayant été "la seule à intervenir au début".
- L'envoi d'un fonds d'urgence (USD 45 000) et d'équipements (matériel de prélèvement, réactifs, équipements de protection, désinfectants) à tous les pays de la région a donné une "bouffée d'oxygène" dans le contexte de panique générale du début de la crise et semble avoir eu un effet catalytique important dans plusieurs cas.
- L'expertise FAO s'est avérée être de haut niveau, bénéficiant en particulier de l'expérience acquise auparavant en Asie.
- La FAO, compte tenu de son expérience et de la rapidité de son intervention, a pu jouer un rôle important de coordination de l'assistance dans plusieurs pays.
- L'action du CIRAD a permis de mieux connaître l'épidémiologie du virus de l'IA en Afrique en particulier dans l'important domaine de la faune sauvage.
- La prise en compte par la FAO des aspects socio-économiques a été jugée une initiative positive.

Il y a eu aussi quelques aspects de l'intervention qui auraient pu être plus performantes:

- L'intervention en Egypte n'a pas été à la hauteur de la situation dans ce pays, qui est de plus un pays très important pour la diffusion potentielle de l'IA dans la région et même en Europe.

- Il y a eu des difficultés de communication et de coordination entre les actions de terrain gérées du siège à Rome et les représentations de la FAO dans les pays,
- Peu de certitudes acquises sur l'épidémiologie de la maladie en Afrique – encore beaucoup de questions et beaucoup à faire. La FAO aurait pu mettre davantage l'accent sur cet aspect de la connaissance épidémiologique qui est la clef pour décider des méthodes de lutte et de prévention contre maladie.
- Le CIRAD a rencontré quelques difficultés méthodologiques et logistiques pour mener à bien la première campagne de l'étude sur la faune sauvage. La deuxième campagne de prélèvements (en cours) devra prendre en compte et tirer les leçons de ces difficultés.

B. Bilan du projet par rapport aux objectifs fixés à l'origine

En raison de l'évolution rapide de la situation de la maladie dans le monde et en particulier à son apparition sur le continent africain en février 2006, les objectifs fixés lors de la signature du projet ont subi plusieurs modifications en cours d'exécution. Ceci correspondait à la nature du fonds SFERA employé par la France dans sa contribution à la FAO pour la lutte à l'IA.

Cependant malgré ces changements assez profonds du programme on peut considérer que les objectifs initiaux ont dans leurs grandes lignes été remplis.

Objectif 1: Compréhension du rôle de l'avifaune dans la dissémination de l'Influenza Aviaire, plus particulièrement dans les régions à risque d'introduction de la maladie.

Cette composante a été mise en œuvre par le CIRAD tel que prévu et a effectivement permis de contribuer à mieux comprendre la responsabilité de l'avifaune dans la propagation du virus en Afrique. Les prélèvements faits sous cette composante dans 13 pays n'ont pas mis en évidence de virus H5N1HP sur les animaux prélevés, ce qui constitue une information majeure importante. Cependant certains aspects méthodologiques de l'étude laissaient à désirer. Ces carences de la première campagne ont été analysées par le CIRAD et les mesures correctives ont été mises en place pour la deuxième campagne actuellement en cours.

Objectif 2. Coordination globale et régionale du contrôle et de la surveillance de l'IAHP (ECTAD - Centre d'urgence pour le contrôle des maladies transfrontalières).

Le rôle positif de coordination d'ECTAD est indéniable en particulier au niveau du centre régional de Bamako. Les activités menées à partir de ce centre dans les pays de la région ont très certainement contribué à limiter l'extension de la maladie dans les pays qui ont été touchés et à aider de manière pratique les autres à prévenir l'introduction du virus.

Objectif 3. Mise en place du Système Mondial d'Alerte Précoce et de Réponse Rapide pour les principales maladies animales transfrontières (GLEWS)

La seule contribution directe du financement français au GLEWS à Rome a été de financer un poste de technicien analyste pour le groupe. Cependant le fonds SFERA a très certainement contribué à renforcer le système de veille et d'alerte dans les pays touchés ou menacés à travers les ateliers régionaux, les activités d'expertise et les formations. De même le support financier bien que modeste (45 000 USD) apporté à tous les pays de la région a permis de mettre en place une surveillance renforcée.

Il faut cependant noter que, dans beaucoup de pays, les résultats obtenus grâce à cette aide ponctuelle ne pourront être pérennisés que si les services vétérinaires sont réellement renforcés, voire restructurés dans certains cas (cas de l'Egypte).

C. Recommandations

1. La mission recommande la poursuite de l'action de la FAO telle qu'elle a été initiée à travers le programme SFERA. Selon l'évolution de la maladie en Afrique dans les mois qui viennent, le fonds SFERA devra soit continuer à être utilisé en priorité au niveau des pays pour lutter contre la réapparition ou l'introduction du virus dans de nouveaux pays, soit pour des activités à moyen terme comme les enquêtes épidémiologiques pour mieux connaître la situation réelle de la maladie et prédire son évolution. C'est surtout au niveau du terrain que la FAO doit mettre l'accent.
2. Il existe une complémentarité entre l'action du CIRAD et celle de la FAO en Afrique:
 - le CIRAD a bénéficié directement et indirectement des implantations de la FAO présentes dans les pays pour ses actions sur le terrain (formation, prélèvements sur l'avifaune etc.). Une intervention directe en bilatéral dans les pays aurait sans doute été plus compliquée et donc moins efficace;
 - la surveillance épidémiologique sur le terrain doit être intégrée dans une approche globale impliquant la FAO, le CIRAD et ses autres partenaires scientifiques (RVC, Wetlands Intl., etc.), la FAO devant demeurer le point focal de ces études;
 - au niveau analyses de laboratoire le CIRAD s'est doté d'équipements automatisés qui peuvent être utilisés pour les analyses en provenance d'Afrique mais aussi pour les besoins nationaux français (voire européens) si la situation le nécessitait.Pour tous ces motifs, la mission recommande la poursuite de l'action du CIRAD en concertation étroite avec la FAO.
3. Les études commandées et financées par la FAO pour connaître les structures de l'aviculture et les caractéristiques socio-économiques du secteur avicole dans différents pays africains devraient être plus systématiquement exploitées en vue de générer des données sur les mouvements commerciaux et autres (légaux et illégaux) très importantes pour l'analyse de risque.
4. L'activité recherche, en particulier l'analyse des risques, doit être étroitement associée à la surveillance active dans les pays. La collecte de données de terrain est capitale et est la base de cette recherche.
5. L'aspect de coordination régionale est essentiel et la mission encourage l'établissement en Afrique et dans d'autres régions de Centres Régionaux de Santé Animale entre la FAO, l'OIE et d'autres partenaires régionaux sur le modèle de celui de Bamako qui semble bien fonctionner.
6. Le renforcement de la coordination internationale (ECTAD et CGC) pour l'analyse des données ne doit pas se faire au dépend des actions de terrain et de la collecte des données ni de la coordination régionale déjà engagée. Cependant l'expertise de haut niveau acquise par les experts FAO notée par la mission doit être maintenue pour pouvoir répondre rapidement aux sollicitations des pays touchés ou menacés.

7. La mission considère que l'action de la France en Afrique par l'intermédiaire du fonds SFERA FAO a été positive et mérite donc d'être poursuivie. La mission a pris connaissance d'une proposition de la FAO pour un autre projet de deux ans (2006-2008), couvrant Afrique et Madagascar. Cette proposition est calquée sur le SFERA actuel tel qu'il a été mis en œuvre par la FAO.

Si la France décidait de poursuivre son activité de lutte contre l'IA en Afrique, la mission recommande que cette proposition puisse servir de base pour une action conjointe avec la FAO ou tout au moins étroitement coordonnée avec la FAO et les autres organisations internationales. Si des actions internationales bilatérales devaient être entreprises par la France il faut qu'elles s'intègrent dans le programme de lutte global coordonné par la FAO, l'OIE et l'IBAR.

La mission recommande d'autre part, que compte tenu des résultats obtenus à travers cette première action multilatérale avec la FAO celle-ci puissent être poursuivie soit à travers le Fonds SFERA soit à travers le financement d'un projet plus individualisé.

VII. LEÇONS A TIRER

A. Ce qu'a apporté le projet:

- Quand la maladie est apparue sur le continent africain la plupart des pays n'avait aucune idée des actions à entreprendre, ni les moyens de réaliser le diagnostic. L'action de la FAO, en particulier à travers la capacité d'intervention rapide grâce au SFERA, a contribué à éviter une diffusion catastrophique de la maladie dans la plupart des pays touchés en Afrique. Elle a aussi permis de mieux connaître l'épidémiologie du virus chez les volailles et la faune sauvage même s'il reste encore beaucoup de questions sans réponse.

B. Les inconnues

- Il reste cependant de grandes inconnues sur le comportement du virus sur le continent africain, en particulier pourquoi la maladie ne s'est pas propagée rapidement (comme elle l'avait fait auparavant en Asie) dans certains pays qui ont mis plusieurs semaines pour en reconnaître l'existence et qui ont pris des mesures très limitées pour son contrôle
- Le lien entre les différents foyers africains reste non clarifié et la caractérisation moléculaire des souches est capitale (en cours par le réseau OFFLU coordonné par le laboratoire de Padoue)

C. La vaccination

- L'intérêt de la vaccination doit être étudié ainsi que l'intérêt ou non de constituer des stocks de vaccins. Les avantages et désavantages de la vaccination IA demeurent mal connus. Deux indications sont couramment identifiées pour la vaccination IA, (i) lors d'une situation endémique et (ii) la vaccination périfocale autour des foyers, mais il y a peu de certitude sur leur réelle utilité.
- Les études à poursuivre doivent prendre en compte les spécificités africaines et déterminer l'indication de la vaccination sur le continent en fonction du résultat des études épidémiologiques et en intégrant les contraintes spécifiques (en particulier logistiques mais aussi socioculturelles) de la vaccination des volailles de basse-cour.

D. Le rôle de la faune

- Une bonne sensibilisation des populations à l'intérêt de la surveillance des mortalités dans l'avifaune est essentielle; elle ne paraît pas réellement mise en œuvre sur le continent africain.
- Les ONG régionales ou nationales pourraient être chargées de la surveillance en continue en association avec le CIRAD et Wetlands International.

ANNEXE I

Termes de mandat pour l'évaluation

1. Contexte

1.1 Contexte général: stratégie globale pour le contrôle progressif de la grippe aviaire

L'épizootie actuelle de grippe aviaire a commencé à se propager en Asie à partir de la fin 2003. Dès le début 2004, la FAO s'engageait, principalement sur la base de ses ressources propres, aux côtés des pays affectés et à risque pour les aider à la combattre ou à prévenir l'introduction de la maladie. Courant 2005, la propagation de l'épizootie vers le Nord de l'Asie laissait présager une propagation ultérieure vers l'Europe, le Moyen Orient et l'Afrique et vraisemblablement, à terme, vers le continent Américain, notamment par le biais des oiseaux migrateurs.

La FAO et l'OIE ont développé une "Stratégie Globale pour le contrôle progressif de la grippe aviaire" et le programme d'action qui en a découlé constitue le cadre de référence des interventions de la FAO que les bailleurs de fonds et l'ensemble de la communauté internationale ont soutenu.

Au sein du système des Nations Unies la FAO est responsable de la coordination des interventions relatives au contrôle de la maladie chez les animaux, considéré comme la manière la plus efficace de réduire les risques d'une pandémie grippale humaine.

La France a été l'un des premiers pays donateurs à répondre à l'appel lancé par la FAO pour mettre en œuvre la stratégie globale. La contribution Française de 4,9 millions s'est concrétisée début 2006 par la signature d'un accord pour la mise en œuvre d'un projet conçu pour répondre aux besoins jugés les plus urgents au moment de sa formulation, fin 2005.

En février 2006, l'épizootie a touché pour la première fois l'Afrique, au Nigeria, quelques semaines après avoir atteint l'Asie Centrale, l'Europe et le Moyen Orient. Pour répondre à cette situation de crise et afin d'aider en particulier les pays d'Afrique, pour la plupart totalement démunis de moyens adéquats suffisants pour prévenir l'introduction éventuelle de la maladie sur leur territoire ou pour l'éliminer, une part substantielle de la contribution française a été utilisée pour apporter un appui immédiat aux pays infectés ou à risque et pour renforcer ou développer leurs capacités de surveillance, de diagnostic et de contrôle.

L'ensemble des contributions des bailleurs de fonds a permis d'initier la mise en œuvre du programme global en répondant aux besoins les plus pressants. Cependant, les ressources financières allouées par la France à la FAO restent à ce jour insuffisantes en particulier pour le continent Africain et il est attendu que les pays donateurs s'engagent, lors de la prochaine Conférence Mondiale de Bamako sur la grippe aviaire, en Décembre 2006, pour un soutien spécifique à ce continent.

1.2 Le projet

Le principal objectif du projet financé par la France était de renforcer la capacité des pays à détecter rapidement la maladie et à contrôler sa diffusion en vue de son éradication. Dans le cadre de ce projet, trois composantes principales ont été identifiées :

1. Surveillance de l'avifaune, plus particulièrement dans les régions à risque d'introduction de la maladie.
2. Coordination internationale à travers le renforcement du Système Global d'Alerte et de Réponse pour les maladies animales transfrontalières (GLEWS : « Global Early Warning System ») ainsi que le Centre d'urgence pour le contrôle des maladies transfrontalières (ECTAD : « Emergency Center for the Control of Transboundary Animal Diseases »).
3. Coordination régionale et soutien aux pays à travers le renforcement des unités ECTAD régionales et les activités nationales.

La période d'exécution initiale du projet français était de 6 mois, de Janvier à Juin 2006. Elle a été étendue pour une durée supplémentaire de 6 mois compte tenu de la nature de certaines activités engagées qui, telle la surveillance de la faune sauvage, nécessitaient plus de temps.

Dans le cadre du projet, une lettre d'accord a été signée entre la FAO et CIRAD pour la mise en oeuvre de différentes activités de formation et de recherche relatives à l'épidémiologie de la maladie:

- Préparation et mise en oeuvre de formations régionales à destination des services vétérinaires d'Afrique, d'Europe de l'Est et pays du Caucase et du Moyen Orient.
- Préparation d'outils de formation à distance.
- Recherche et collecte d'information concernant les cas de contamination des oiseaux migrateurs; construction d'une base de données; analyse du risque;
- Prélèvement d'échantillons sur la faune sauvage sur 13 sites en Afrique, Europe et Moyen Orient.

A ce jour, la contribution française a permis en particulier:

- d'accroître la connaissance concernant le rôle potentiel de l'avifaune dans la propagation de la maladie.
- de renforcer les capacités de veille, d'analyse, d'alerte et d'intervention au niveau des pays.
- de mettre en oeuvre des réseaux d'acteurs au travers d'ateliers sous-régionaux de concertation et de formation afin de développer des compétences nationales tout en favorisant la coordination et l'harmonisation des stratégies nationales et des méthodologies et outils de surveillance et de diagnostic.
- d'apporter un appui plus particulièrement aux pays Africains notamment sous la forme de mission de conseil, de fourniture d'équipements de première nécessité, d'appui aux activités de surveillance et d'information aux publics concernés.
- de lancer des activités spécifiques dans quelques pays (ex. la Côte d'Ivoire) visant à stopper la progression de la maladie après son introduction.

2. Objectifs de l'évaluation

Alors que la FAO, avec l'ensemble des institutions internationales, lance de nouveaux appels aux pays donateurs, il importe que ces derniers disposent d'indications sur la pertinence du soutien financier apportés aux programmes que la FAO propose pour poursuivre et amplifier la lutte contre l'épizootie. En particulier, le gouvernement français souhaite disposer d'une évaluation sur les résultats obtenus grâce à sa contribution ainsi que des recommandations concernant un éventuel appui supplémentaire.

Les résultats de l'évaluation serviront également à l'évaluation globale en temps réel du Programme de la FAO sur la grippe aviaire prévue fin 2006.

L'évaluation devra en particulier répondre aux questions suivantes:

- Pertinence des activités proposées dans les trois composantes par rapport aux priorités définies dans la stratégie de l'Organisation ainsi que par rapport aux besoins des pays. En particulier pertinence des changements d'activités par rapport à celles prévues dans le document initial de projet compte tenu de l'évolution de la situation globale sur les plans épidémiologique, opérationnel et financier ;
- Efficiences de la mise en œuvre des activités par la FAO, en particulier en ce qui concerne le soutien technique et opérationnel aux pays (rapidité, adéquation et qualité des interventions); évaluation de la contribution des gouvernements dans les pays qui ont reçu un appui ; identification des contraintes à l'efficacité des opérations;
- Efficiences et efficacité du partenariat avec le CIRAD-EMVT et Wetlands International (division des responsabilités, tâches, et financements adéquats et résultats des activités menées dans le cadre de ce partenariat) ;
- Résultats obtenus dans les trois composantes du projet notamment concernant : (i) la connaissance sur le rôle potentiel de l'avifaune dans la propagation de la maladie ; (ii) les capacités de veille, d'analyse de laboratoire (notamment diagnostic différentiel avec la maladie de Newcastle), d'alerte et d'interventions rapides au niveau des pays; (iii) le développement des capacités nationales; (iv) l'harmonisation et les coordinations régionales et internationales des stratégies et des méthodologies nationales de surveillance et de diagnostic; et (v) les interventions visant à stopper la progression de la maladie après son introduction;
- Appropriation et durabilité des résultats obtenus en particulier au niveau des pays en matière de capacités de veille, d'analyse de laboratoire, d'alerte et de réaction à l'épizootie (et notamment existence et appropriation de procédures écrites spécifiques pour la surveillance et le diagnostic de la grippe aviaire),
- Recommandations, si nécessaires, visant à améliorer l'efficacité et l'efficacité des différentes activités ;
- Recommandations, si justifiées, pour un éventuel appui supplémentaire du gouvernement français, incluant des indications sur les priorités, les objectifs, les résultats attendus et les moyens à mettre en œuvre.

3. Mise en œuvre de l'évaluation

Composition de l'équipe :

L'évaluation sera réalisée par une équipe indépendante composée :

- d'un spécialiste en évaluation / fonctionnaire du service de l'évaluation FAO avec une bonne connaissance des questions liées à l'épizootie de la grippe aviaire;
- d'un expert vétérinaire avec expérience en évaluation (représentant du donateur).

L'équipe sera sélectionnée conjointement par la France et la FAO.

Calendrier :

L'évaluation sera réalisée sur une période de 3 semaines commençant le 30 octobre. Une première version du rapport devra être soumise pour commentaires au gouvernement français et à la FAO au plus tard une semaine après la fin de la mission, c'est à dire le 24 novembre (rapport en français avec un résumé de 3 pages en première partie du rapport d'évaluation). Le rapport sera envoyé aux fonctionnaires responsables de la partie française et de la FAO pour commentaire rapide, pour être finalisé et prêt au plus tard le 30 novembre à temps pour la Conférence internationale de Bamako qui aura lieu la première semaine de décembre.

Le calendrier sera le suivant:

- Travail préalable à Rome (30-31 oct.) comprenant:
 - Etudes des principaux documents et correspondances relatifs à la mise en œuvre du projet et à ses résultats (rapport d'activité, rapports techniques et financiers, termes de référence, etc.).
- FAO Rome (2-3 nov.)
 - Entretiens avec les fonctionnaires de la division de la production et de la santé animales (AGA), de la division des opérations d'urgences et de réhabilitation (TCE) ainsi que des fonctionnaires d'autres divisions suivant les besoins identifiés par l'équipe ;
 - Entretiens téléphoniques avec les représentants FAO et les Chefs des Services Vétérinaires de quelques pays, l'OIE, l'IBAR, la CEDEAO et autres institutions si nécessaire.
- Visite de terrain (4-15 nov.): compte tenu de l'accent mis sur l'appui au niveau des pays africains et du Moyen-Orient, un pays au Moyen Orient (l'Egypte 4-7 nov.) et deux pays d'Afrique (la Côte d'Ivoire 8-11 nov., et le Mali 12-15 nov.)
- FAO Rome: recueil d'informations complémentaires, synthèse et compte-rendu des premières conclusions et recommandations de la mission (16-17 nov.)
- Visite auprès du CIRAD-EMVT à Montpellier - France (22 nov.)

L'équipe travaillera en étroite relation avec les fonctionnaires de la FAO et avec les représentants de la France ainsi qu'avec les institutions nationales ou régionales concernées.

La mission jouira d'une totale liberté pour discuter avec les autorités concernées de tout point qu'elle jugera pertinent pour son travail. La mission n'est autorisée à prendre aucun engagement au nom de la FAO ou/et du gouvernement français concernant un appui futur.

Rapport

L'équipe d'évaluation est pleinement responsable de son rapport indépendant, qui ne doit pas nécessairement refléter le point de vue des Gouvernements, de la FAO ou du bailleur de fonds ou autres institutions. Le rapport sera écrit conformément aux standards décrits dans les directives d'évaluation de la FAO.